Volume 12 – Nº 4
Décembre 2012

Le journal de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Le Patriote

AU SERVICE DE LA NATION

PATRIOTES DE L'ANNÉE 2012

Reportage photos en pages 6 et 7



Mario Beaulieu, accompagné des Patriotes de l'année 2012. De gauche à droite : Fred Pellerin, Claudette Carbonneau, Jasmin Roy, Maria Mourani, Julie Snyder, Louis-José Houde et Dominic Champagne. Étaient absents à la prise de photo : Louise Beaudoin, Brigitte Haentjens et Gilles Julien.
(Photo : Mathieu Breton)



CATALANS ET QUÉBÉCOIS

Deux peuples unis dans la même quête de liberté

p. 2

SOUVENONS-NOUS ENSEMBLE p. 13



Les Québécois ont rendu hommage à leurs soldats morts au combat. (Photo : Mathieu Breton)

SOMMAIRE

Catalans et Québécois, deux peuples unis dans la même quête de liberté	2
Mot du président : Vive la liberté ! Vive l'indépendance !	3
Les anciens présidents de la SSJB:	
Adolphe Ouimet, un président dans la tourmente métisse	4
Petite histoire du fleurdelisé	4
La réincarnation d'Yvonne Labelle	5
Le Prix Harfang 2012 remis à Pierre Curzi	6
La victoire de Saint-Denis	6
Partenaires pour un Québec français	6
Les Patriotes de l'année 2012	7
Dix personnalités nommées Patriotes de l'année	8
Le triomphalisme sournois de *The Gazette*	10
Westaïlandisation de Vaudreuil-Soulanges	11
Une reconquête anglaise en gestation ?	11
Florilège culturel	11
Se souvenir de ceux à qui nous devons la liberté	12
Souvenons-nous ensemble	13
Le mot juste... Pour l'amour du français	14
Timbres de la SSJB : Raphaël-Lambert Closse	14
Les mille et un manquements à l'esprit et à la lettre de la loi 101	14
Activités des sections : Nouveau regard sur Louis Riel	15
Comment je vois la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	15
Nous nous souviendrons	15

Envois publications – Publication mail 40009183

Je n'ai jamais voyagé vers autre pays que toi, mon pays.

Gaston Miron

CATALANS ET QUÉBÉCOIS

Deux peuples unis dans la même quête de liberté

par Christian Gagnon



Un million et demi de Catalans ont pris la rue le 11 septembre dernier. (Photo: Lluis Gene, AFP)

Toute comparaison a ses limites. Poussée à l'extrême, elle peut même sombrer dans l'absurde. N'empêche que les points communs entre les contextes québécois et catalan sont étonnamment nombreux. La Catalogne a été soumise au joug espagnol dès 1714. La Nouvelle-France a été conquise par l'Angleterre en 1759. Durant la dictature franquiste (surtout de 1939 à 1960), la langue catalane a subi un interdit sévère dans toute la sphère publique, tandis que les francophones du Canada anglais se sont vus interdire, à divers degrés, l'enseignement de leur langue entre 1870 et le milieu du 20e siècle. Les Catalans sont les sujets non consentants du roi d'Espagne, Juan Carlos 1er, tout comme les Québécois se font plus que jamais entrer dans la gorge le règne d'Elizabeth II, reine du Canada. Cet automne, le monde a donc été témoin en Catalogne de la montée d'une fièvre souverainiste ayant de profondes racines historiques. Ce peuple, lui aussi d'environ 8 millions de personnes, exacerbé par un profond différend constitutionnel, est descendu massivement dans les rues le 11 septembre dernier, jour de sa fête nationale. C'est exactement ce qu'ont fait les Québécois le 24 juin 1990, après l'échec de l'accord du Lac Meech. De nombreux autobus et un TGV bondés de travailleurs d'élection du parti au pouvoir à Madrid sont venus d'Andalousie pour soutenir l'aile catalane de leur parti en débandade, comme au temps du *Love-in* de la Place du Canada de 1995. Le parti, ayant malgré tout remporté les élections du 25 novembre dernier en Catalogne, forme un gouvernement minoritaire et est confronté, à Madrid, à un gouvernement très à droite, affichant une fermeture obtuse à ses revendications. C'est là une situation ressemblant fort aux rapports qu'entretiennent le gouvernement péquiste de Pauline Marois et les Conservateurs de Stephen Harper.

Et les Québécois ne seront pas surpris d'apprendre que les opposants à la souveraineté de la Catalogne ont soutenu que si cette région quittait l'Espagne, les personnes âgées perdraient leur pension de vieillesse. Ou encore qu'une Catalogne indépendante serait exclue pendant plusieurs années de la Communauté économique européenne, tout comme on nous menaçait en prétendant qu'une fois le Québec souverain, son adhésion à l'Accord du libre-échange nord-américain serait à renégocier. Au cours de cette campagne électorale catalane comme lors de plusieurs de nos campagnes au Québec, il ne manquait décidément que la prédiction d'une épidémie de choléra et d'une invasion de sauterelles... Il y a cependant entre la situation des indépendantistes québécois et catalans des différences, dont certaines que les premiers auront tendance à envier aux seconds.

La mobilisation

Le 11 septembre dernier, un million et demi de personnes (un Catalan sur cinq) sont descendues dans les rues de Barcelone, leur capitale, pour réclamer l'indépendance. Les Québécois n'en sont pas là actuellement. Par contre, la politisation des jeunes et de beaucoup de moins jeunes lors de la crise étudiante du Printemps érable permet d'espérer que les générations émergentes se conscientisent sur l'avenir constitutionnel du Québec. Le taux de participation de 69,5 % à l'élection catalane du 25 novembre apparaît néanmoins décevant pour un scrutin aussi important.

La situation économique

La Catalogne est la deuxième région la plus riche d'Espagne. Le produit intérieur brut de la Catalogne seule est supérieur à celui du Portugal ou à celui de la Grèce. Les Catalans se plaignent également de payer au gouvernement central de Madrid l'équivalent de plus de 20 milliards de dollars par année de plus que ce que l'État espagnol dépense en services en Catalogne. Aussi, la Catalogne vit très durement l'actuelle crise économique européenne, à tel point qu'elle est maintenant la région la plus endettée d'Espagne, que son taux de chômage est de l'ordre des 20 % et que le gouvernement catalan a dû adopter de sévères mesures d'austérité qu'il reproche à Madrid de le contraindre à mettre en place.

La nouvelle composition du Parlement

Aux dernières élections, le président sortant, Artur Mas (centre-droite), se donna pour slogan « La voluntat d'un poble » (« La volonté d'un peuple ») pour demander aux électeurs de lui donner un gouvernement majoritaire (au moins 68 des 135 sièges), pour organiser un référendum sur la souveraineté. Le nombre de ses députés est plutôt passé de 62 à 50. Par contre, le Parti historique de la gauche indépendantiste, *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), a doublé sa députation jusqu'à 21 sièges, dérobant ainsi la fonction d'opposition officielle au Parti socialiste catalan (PSC). Ce dernier (20 députés, le pire résultat de son histoire) proposait aux Catalans de négocier avec Madrid l'instauration d'une Espagne fédérale plutôt que l'Espagne unitaire actuelle. Alors qu'au Québec, les fédéralistes ont si souvent demandé à la population de donner une dernière chance au fédéralisme, c'est une première chance que le PSC veut que les Catalans accordent au fédéralisme. En suivant cette avenue, considérée à l'avance comme une hérésie à Madrid, les Catalans sont déjà assurés de ne trouver aucun interlocuteur au sein du gouvernement espagnol. Deux autres partis souverainistes, *Iniciativa per Catalunya Verds - Esquerra Unida i Alternativa* (ICV-EUA, écologiste) et *Candidatura d'Unitat Popular* (CUP, extrême-gauche) ont respectivement élu 13 et 3 représentants, donnant 87 sièges sur 135 aux souverainistes de toutes tendances, soit trois de plus qu'avant ce scrutin. Affichant le soir même ce total en frontispice, un quotidien indépendantiste catalan titra « Ne nous décevez pas! ». Mais les profondes divergences idéologiques entre tous ces partis favorables à la tenue d'un référendum sur la souveraineté compliquent à ce point les choses qu'il y a de quoi faire sérieusement réfléchir les chantres du scrutin proportionnel dans un Québec pré-indépendance.

Le 28 novembre dernier, les éditoriaux de *La Presse* et de la *Montreal Gazette* étaient si ressemblants que chacun avait l'air d'être la traduction de l'autre. *The Gazette* donnait raison aux Catalans de reprocher à l'Espagne de ne pas respecter leur langue qui *fut impitoyablement supprimée pendant les 40 ans de dictature franquiste, et ce n'est qu'après sa chute dans les années 1970 qu'il a été permis d'enseigner en catalan dans les écoles.* Le quotidien anglophone oublie commodément que pendant 80 ans, l'enseignement du français a été interdit à tour de rôle dans chacune des provinces du Canada anglais, et que l'assimilation y sévit toujours durement. Dans *La Presse,* André Pratte déplorait la situation constitutionnelle de la Catalogne au sein de l'Espagne sans s'arrêter une seule seconde sur le fait que le Québec est depuis 30 ans sous la coupe d'une constitution imposée ayant réduit ses pouvoirs. L'impayable éditorialiste empruntait plutôt un ton très nord-coréen en parlant d'un « avenir économique et culturel radieux » pour le Québec au sein du Canada.



Dès le 26 novembre, le drapeau catalan flottait solidairement sur la maison Ludger-Duvernay. Le surlendemain, l'éditorial de la *Montreal Gazette* traitait d'*illuminés séparatistes* la SSJB et les autres organisations qui *ont vanté l'élection catalane en tant qu'inspiration et encouragement moral* pour le mouvement indépendantiste québécois. (Photo : Philippe Perreault)

Pour la suite des choses en Catalogne, divers scénarios sont envisagés par les observateurs. Le président Artur Mas et ses alliés demanderont d'abord au gouvernement espagnol la tenue d'un référendum sur la souveraineté de la Catalogne. Une fin de non-recevoir de Madrid étant hautement prévisible, on s'attend à ce que le Parlement de Barcelone vote une Loi catalane sur les consultations populaires. Notons que la constitution espagnole consacre l'indivisibilité du pays. Si Madrid conteste la légalité de l'initiative référendaire catalane, certains évoquent la possibilité d'une coalition de tous les partis indépendantistes en vue d'une élection référendaire prévoyant en cas de victoire, une déclaration unilatérale d'indépendance. La bataille en serait dès lors une de reconnaissance internationale du nouveau pays catalan. Notons que le plus petit parti en Catalogne, *Solidaritat Catalana per la Independència* (SI, aucun député) a pour fondateur l'ex-président du mythique club de soccer FC Barcelone. Son programme est le combiné élection référendaire-déclaration unilatérale d'indépendance. Tiens ! N'avons-nous pas déjà vu cela quelque part ? •••



Le 13 novembre, le président Mario Beaulieu et une quinzaine de représentants de la SSJB et du MNQ ont rencontré M. Ernest Benach, président du Parlement catalan de 2003 à 2010, et M. Jordi Porta, président de la *Fundació Enciclopèdia Catalana* et ex-président de *Omnium cultural.* (Photo : Christian Gagnon)



Véritable carrefour international de l'indépendantisme, la maison Ludger-Duvernay a fait salle comble en accueillant, le 13 novembre dernier, une conférence de *L'Action nationale* et de la *Casal Català del Quebec* intitulée *Catalogne, nouvel État d'Europe ?* L'événement donnait la parole à messieurs Ernest Benach et Jordi Porta, ainsi qu'à l'ex-ministre Louise Beaudoin. (Photo : Christian Gagnon)



Le 27 novembre, *Le Journal de Montréal* de même que les quotidiens gratuits *24H* et *Métro* faisaient écho à la conférence de presse de Mario Beaulieu (président de la SSJB) ainsi que de Denis Monière et Robert Laplante (respectivement président de la Ligue d'action nationale et directeur de la revue *L'Action nationale*). C'est donc d'un tirage total de plus d'un million d'exemplaires qu'a bénéficié le message des trois porte-parole souverainistes. (photo: Y. Provencher, journal Métro)



CONVENTION DE LA POSTE – PUBLICATION 40009183

RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA
AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3

courriel : journal@ssjb.com



Réception du Nouvel An

Dimanche 13 janvier 2013, 13 h 30
à la Maison Ludger-Duvernay
La Société Saint-Jean-Baptiste invite ses membres à célébrer la nouvelle année.
Buffet, musique traditionnelle et danse.

Veuillez nous aviser de votre présence avant le vendredi 11 janvier.
Réservation : 514-843-8851
ou reception@ssjb.com



Le mot du président général

Vive la liberté ! Vive l'indépendance !

par Mario Beaulieu



Le 23 novembre 1837 à Saint-Denis, environ 200 patriotes, dont certains brandissaient de simples bâtons de clôture pour faire croire qu'ils étaient armés de mousquets, se sont portés à la défense de Louis-Joseph Papineau contre les troupes anglaises, et ce, avec un succès extraordinaire. À leur tête, le grand patriote Wolfred Nelson leur avait dit, *Soyez tranquilles, il y en aura de tués, et vous prendrez leurs fusils.*

« La liberté ou la mort ». Nos ancêtres patriotes ont réellement vécu ce cri du cœur, debout, face à ce qui constituait alors la plus puissante armée du monde. Rares sont ceux qui mesurent les sacrifices sur lesquels s'est bâtie notre société moderne. Dans un monde autrement plus cruel qu'aujourd'hui, de simples hommes, des cultivateurs, des notables, ont préféré la liberté de se battre pour leurs idéaux au confort de mourir dans l'esclavage du quotidien.

C'est grâce à des héros comme eux si nous n'avons plus aujourd'hui à faire ce terrible choix. Notre liberté, nous la votons à chaque élection, nous l'exprimons dans chaque manifestation pacifique, nous la clamons haut et fort dans nos journaux, à la radio, à la télévision et sur Internet.

Lorsque le vent semble souffler fort contre ceux qui poursuivent aujourd'hui la lutte pour la liberté du peuple québécois, l'exemple de la victoire des Patriotes de 1837 à Saint-Denis doit nous inspirer et nous faire voir dans leur juste perspective les obstacles qui se dressent sur notre chemin.

Nous devons nous rappeler qu'à travers leurs gestes héroïques, les Patriotes ont représenté les espoirs de tous les peuples de la Terre aspirant à la liberté. Tout comme aujourd'hui, notre combat pour l'autodétermination n'est pas que le nôtre, il est celui de tous les peuples qui ont envie de survivre et de s'épanouir. Le droit des peuples à l'autodétermination, c'est avant tout le droit à la différence. En assurant l'avenir du français et de la culture québécoise chez nous, nous contribuons à maintenir la diversité culturelle à travers le monde, nous contribuons à la survie et à l'épanouissement de toutes les autres nations.

Plus que jamais, l'indépendance du Québec est une nécessité, afin que cette ancre canadienne qui nous maintient depuis si longtemps dans la houle de notre lente agonie puisse enfin se détacher et nous permettre de voguer vers d'autres horizons. Nous pourrons alors faire face aux nouveaux défis d'un monde de plus en plus global, mais respectueux des cultures nationales, vers une internationalisation qui se fera dans le respect entre les peuples. •••

Joignez-vous au

Mouvement Montréal français

J'appuie le MMF et ses objectifs !

Défendre et promouvoir la différence culturelle et linguistique du Québec dans le contexte anglicisant de la mondialisation.

Assumer notre responsabilité civique cruciale dans l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants.

Favoriser l'usage du français comme langue commune dans les services publics et contrer le bilinguisme institutionnel.

Ouvrir le débat sur la véritable situation du français dans la région métropolitaine de Montréal et son impact sur l'ensemble du Québec.

Formulaire d'adhésion au Mouvement accessible à :

montrealfrancais.info/

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal Qc H2X 1X3 **Tél. : 514-835-6319**



LES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA SSJB

Adolphe Ouimet
Un président dans la tourmente métisse

par Jean-Pierre Durand



Cinquante-et-un ans après sa fondation en 1834, Adolphe Ouimet devient le 32e président de la SSJB, succédant à Thomas-Jean-Jacques Loranger (voir *Le Patriote*, octobre 2010). Né en 1840, Adolphe Ouimet fut en son temps un journaliste renommé et un éminent avocat. Il épouse en 1866, à Montréal, Adélaïde L'Huissier, native de St-Louis, au Missouri, là où s'était réfugié son père (Louis L'Huissier), un Patriote, après une spectaculaire évasion des prisons de Montréal en 1837. Ils auront dix enfants (rappelons au lecteur que la télévision n'avait pas été inventée, qu'il y avait un déficit de loisirs et que les curés étaient persuasifs).

En 1857, Adolphe Ouimet fonde un hebdomadaire, *La guêpe*, avec Cyrille Boucher, mais l'entreprise ne dure que quelques années. En 1858, sous le pseudonyme de Sophog Velligul (où diable ce pseudo lui avait-il été inspiré ?), Ouimet fait paraître une série de portraits satiriques intitulée *Les contemporains canadiens*. Il y fustige l'Institut canadien (un lieu de débats qui soutient le Parti rouge, successeur idéologique de l'ancien Parti patriote) *qui semble avoir pris à cœur de posséder dans son sein toutes les nullités contemporaines.* On aura compris que notre homme n'est pas un libéral, d'autant que c'est en cette même année (1858) que l'Église catholique entreprend sa croisade contre cet Institut pour la simple et unique raison qu'il défend la liberté d'expression.

En 1870, il fonde avec Benjamin-Antoine Testard de Montigny, *Le Franc-parleur,* un journal qui est partisan d'un conservatisme social et religieux des plus stricts, autrement dit plus catholique que le pape. C'est un organe des ultramontains radicaux qui prônent la suprématie de l'Église sur la vie politique. On y critique constamment la montée du socialisme, du communisme et du libéralisme. Il a pour devise d'être « le journal à tous, le journal pour tous ». Et son objectif est pour le moins ambitieux, pour ne pas dire prétentieux, si l'on pense à ce qu'écrivaient au moment de son lancement Messieurs Ouimet et Testard de Montigny : *Dire la vérité à tout prix, sur les hommes et sur les choses, en dehors de toute idée d'ambition, à l'abri de toute influence sectionnelle, parler sans colère sur ce qui nous entoure, ridiculiser ceux qui sont ridicules ou le deviennent, élever ceux qui le méritent, voilà, à proprement parler, notre catéchisme politique.*

Dans ce premier numéro du *Franc-parleur*, daté du 28 juillet 1870, un article écrit par Ouimet est même consacré à la SSJB. Permettez que je vous en livre un large extrait : *Nous apprenons avec un plaisir indicible, qu'un mouvement très prononcé et venant de haut, se fait sentir actuellement dans notre société, tendant à donner à la St.Jean Baptiste de Montréal, un caractère de vitalité, de nationalité plus en rapport avec les aspirations de son honoré fondateur, M. Ludger Duvernay. (…) Depuis plusieurs années, une apathie coupable, a retenu loin de cette association, bon nombre de citoyens marquants et influents… (…) Cette insouciance de nos intérêts, a pris naissance (…) dans certaines querelles politiques, que les coteries, les pactes de famille, n'ont pas peu aidé à maintenir à l'état latent. Notre intention n'est pas de discuter, dans ce court article, la vérité, la justesse des accusations auxquelles le trop grand zèle et la soif dévorante des honneurs éphémères ont pu donner prise jusqu'aujourd'hui. (…) Que nos compatriotes se le tiennent pour dit : la St.Jean Baptiste est trop intimement liée au bonheur, aux intérêts du peuple canadien-français, pour qu'elle tombe ainsi sans gloire et s'éteigne sans bruit. S'il existe une plaie, à nous de la guérir ; s'il y a des torts, à nous de les réparer, mais pour Dieu, qu'il ne soit pas dit, qu'une société nationale, comme la St.Jean Baptiste, aura vivoté, faute d'entente, d'union et d'encouragement, au milieu d'une population (…) professant la même foi, ayant les mêmes mœurs et parlant la même langue.*

C'est en 1885 qu'Adolphe Ouimet devient président de la SSJB. John A. Macdonald est alors premier ministre du Canada. C'est une époque où bon nombre de Canadiens français vont s'établir aux États-Unis : près d'un million déjà qui s'assimileront avec les décennies. Cette année-là, l'armée canadienne écrase la rébellion métisse à Batoche (Saskatchewan). Cela sera suivi du procès de Louis Riel à Régina, qui sera condamné à la peine capitale. À l'appel de personnalités comme Adolphe Ouimet et Honoré Mercier, cinquante mille Canadiens français se réunissent au Champ-de-Mars à Montréal pour protester. La colère ne se serait jamais apaisée si une épidémie de variole n'avait pas mis un terme aux manifestations et aux réunions publiques à Montréal. Le 16 novembre, Riel est pendu. Quatre jours plus tard, réunis en séance extraordinaire, les membres de la SSJB, toutes tendances politiques confondues, condamnent unanimement l'exécution de Riel, victime du fanatisme orangiste. Entre autres résolutions, la SSJB décide d'organiser un service solennel chanté à l'église Notre-Dame, mais le haut clergé, effrayé par l'ampleur de l'agitation soulevée par la pendaison, pose ses conditions afin de limiter le faste des célébrations. Ainsi, Mgr Fabre ne veut rien entendre d'un cortège à l'église avant ou après la cérémonie, non plus que les membres de la SSJB ne portent des insignes et bannières de deuil et il refuse aussi que le prix fixé pour la cérémonie soit réduit… bref, cette cérémonie funèbre ne peut en aucun cas se transformer en manifestation politique. Évidemment, à cette époque, on conteste rarement ce que l'évêque décide et on préfère se soumettre, c'est ce qu'Adolphe Ouimet recommandera et c'est ce qu'on fera. Mais si Ouimet fut obéissant, il n'oublia pas.

En 1889, alors qu'il n'est plus président de la SSJB, Ouimet rédige, avec Benjamin-Antoine Testard de Montigny, un bouquin intitulé *Louis Riel, la Vérité sur la question métisse au Nord-Ouest*, dans lequel *il démontre en termes clairs et précis que la Compagnie de la Baie d'Hudson n'avait plus aucun droit sur le pays depuis 1859 et que les autochtones en étaient les propriétaires légitimes.* Autrement dit, le soulèvement métis était justifiable face à un gouvernement de mauvaise foi. Ne serait-ce que pour cette œuvre marquante et substantielle, Adolphe Ouimet mérite notre reconnaissance.

Adolphe Ouimet décède le 13 mars 1910.

•••

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

POTEET, Maurice (sous la direction de). *Textes de l'exode*, Montréal, Guérin Littérature, 1987, 506 pages.

ROY, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 128 pages.

RUMILLY, Robert. *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Des Patriotes au fleurdelisé, 1834-1948*, Montréal, Éditions de l'Aurore, 1975, 564 pages.

Petite histoire du fleurdelisé

Le 21 janvier prochain, nous fêterons le 65e anniversaire du fleurdelisé. L'historien Jacques Lacoursière raconte comment le fleurdelisé est devenu le drapeau national des Québécoises et des Québécois.

Au Québec, certains songent à faire des pressions auprès du gouvernement Duplessis pour qu'il adopte un drapeau provincial, comme l'a fait la Nouvelle-Écosse. Le 19 janvier 1948, la Ligue d'action nationale fait parvenir à Duplessis une lettre lui demandant d'adopter le fleurdelisé comme drapeau : *Les Canadiens français n'accepteront jamais comme signe de ralliement et comme drapeau de leur province un autre emblème que le fleurdelisé consacré par les foules, par deux générations de Canadiens français, ayant conscience d'être ici les fils authentiques des découvreurs, des colonisateurs, des évangélisateurs du Nouveau Monde. Le Québec est d'ailleurs le berceau de notre peuple, ses armoiries fleurdelisées, sa devise « Je me souviens » évoquent notre passé, consacrant son caractère propre.*

La quatrième session de la 22e Législature s'ouvre à Québec le 14 janvier 1948. Il est prévisible que le député indépendant René Chaloult va présenter une motion demandant l'adoption d'un drapeau distinctif pour le Québec. Il est prévisible aussi que le premier ministre Duplessis va chercher à tirer le plus de profit possible de la mesure et qu'il ne laissera pas à un autre le privilège *de doter sa province d'un drapeau.* Le 21 janvier le premier ministre fait approuver un arrêté en conseil à cet effet :

Attendu qu'il n'existe pas actuellement de drapeau canadien distinctif ; attendu que les autorités fédérales semblent s'opposer à l'adoption d'un drapeau exclusivement canadien et négligent, en conséquence, de donner à notre pays, le Canada, un drapeau qu'il est en droit d'avoir ; attendu qu'il est juste et convenable que, sur les édifices parlementaires de la province, flotte un drapeau qui répond aux traditions, aux droits et aux prérogatives de la province ; attendu qu'au cours de la session de l'an dernier la Législature de Québec, à l'unanimité, s'est prononcée en faveur d'un drapeau propre à la province de Québec et qui lui convient, il est ordonné en conséquence, sur la proposition de l'hon. ministre de l'Industrie et du Commerce [Paul Beaulieu] que le drapeau généralement connu sous le nom de drapeau Fleur-de-Lis, c'est-à-dire drapeau à croix blanche sur champ d'azur et avec lis, soit adopté comme drapeau officiel de la province de Québec et arboré sur la tour centrale des édifices parlementaires, à Québec, et cela avec la modification ci-après, à savoir : que les lis qui figurent sur le drapeau soient placés en position verticale.

Au tout début de la séance de l'après-midi, Duplessis prend la parole. Il est environ quinze heures et dix minutes. Il annonce qu'un arrêté du conseil a été adopté à l'unanimité le matin même et qu'il a été ensuite sanctionné par le lieutenant-gouverneur Fiset. *En vertu de cet arrêté du conseil, un drapeau officiel est donné à notre province et au moment où je vous parle, il doit être déjà arboré sur la tour du Parlement. Ce drapeau est conforme à nos traditions et à nos aspirations. L'opinion de la province s'est clairement manifestée au sujet d'un drapeau officiel ; nous nous rendons avec une grande joie au désir de la population. Ce drapeau, ce sera le fleurdelisé, avec une légère modification.*

Les députés de l'Opposition, tout comme les ministériels, ne peuvent qu'applaudir à l'annonce de la mesure. Adélard Godbout déclare : *Ce drapeau est un geste hautement autonomiste d'un gouvernement qui défend l'autonomie. […] Désormais, lorsque nous arriverons au Parlement et que flottera sur la tour notre drapeau, nous nous sentirons plus chez nous.* Abel Vineberg, correspondant parlementaire de la *Gazette*, confiera à Gérald Martineau, trésorier de l'Union nationale : *Vous devez être content : monsieur Duplessis vient de gagner 100 000 votes tout en épargnant beaucoup d'argent au parti.*



Drapeau québécois proposé par Maurice Duplessis en 1948.

La société secrète de l'Ordre de Jacques-Cartier (qui a survécu aux attaques de T.-D. Bouchard) considère l'adoption du fleurdelisé comme drapeau du Québec comme sa victoire. On peut lire dans le numéro de février 1948 de l'*Émérillon,* la publication officielle de l'organisme : *Le fleurdelisé que notre Ordre a préconisé pendant vingt ans, devient l'emblème de la province de Québec. […] Voilà, entre un grand nombre, l'une des belles victoires de notre Ordre. Combien n'en a-t-il pas à son crédit, qu'il est presque impossible de peser ? Mais le drapeau québécois, voilà un cadeau de l'Ordre à la race française d'Amérique. Toutes les oppositions (elles étaient nombreuses et venaient de haut, dans bien des cas), ont été vaincues ; les froids ont été réchauffés et les tièdes, enflammés; une technique intelligente et sage a été mise en œuvre et le succès a été éclatant : en un mois à peine, une situation apparemment désespérée et sans issue (pas pour les chefs de l'Ordre, bien sûr), s'est transformée en une victoire sans précédent.*

L'assemblée législative de la province de Québec n'avait pas été appelée à choisir le fleurdelisé. Mais une loi sanctionnée le 9 mars 1950 permettra aux députés d'approuver démocratiquement le nouveau drapeau comme celui du Québec. Presque au même moment où l'arrêté en conseil concernant le fleurdelisé était adopté, les dirigeants de l'Armée canadienne décident qu'à l'avenir l'*Ô Canada* aura droit au salut réglementaire tout comme le *God Save The King.*

•••

Extrait de *Histoire populaire du Québec, tome 4* de Jacques Lacoursière, présenté avec l'accord de ce dernier.

Commission Charbonneau et tentations charnelles

La réincarnation d'Yvonne Labelle

par Christian Gagnon

Voilà des semaines qu'à grands coups de bulletins de nouvelles sur la commission Charbonneau, les honnêtes contribuables montréalais voient défiler sous leurs yeux scandalisés les centaines de milliers de dollars de pots de vin, les billets de spectacles et de hockey, les repas au restaurant, les bouteilles de vin par dizaines, les voyages de golf et autres jambons. Et alors que la relation adultère du directeur de la CIA et glorieux ex-général Petraeus ébranlait la puissante et puritaine Amérique toute entière, ils étaient plusieurs ici à se dire qu'à toutes ces faveurs illicites consenties aux moins loyaux serviteurs de notre État, il ne manquait vraiment que du bon vieux sexe. Plus depuis le 13 novembre dernier, alors que l'ingénieur et chef d'équipe Gilles Vézina, de la voirie de la Ville de Montréal, a fini par admettre avoir refusé les services de prostituées que lui avaient offert des entrepreneurs en construction. À cela s'ajoutent les révélations de *La Presse* du 14 novembre sur l'existence aux environs de la rue Saint-Mathieu, au centre-ville de la métropole, d'une garçonnière pour fonctionnaires montréalais corrompus, toujours aux frais d'entrepreneurs en construction. Comme chacun sait, la meilleure façon de se défaire de la tentation est d'y succomber. Ce genre de gratifications libidineuses accordées à des bureaucrates québécois a-t-il des précédents? Bien sûr que oui !



Le 4 mars 1924 à l'Assemblée nationale, après avoir passé au peigne fin les comptes publics, le député conservateur de Sainte-Marie, Camillien Houde, posa au gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau une longue et précise question : *Mlle Y. Labelle qui, d'après les comptes publics du dernier exercice, a reçu 1535 $ de salaire aux bureaux du gouvernement à Montréal (page 190),115 $ pour services au département des Terres et Forêts (page 264) et 50 $ pour services extra chez les percepteurs Boisseau & Finnie (page 285); Mlle Yvonne Labelle qui, d'après les mêmes comptes publics, a reçu*



En février 1923, Camillien Houde devint, à l'âge de 33 ans, le plus jeune député à l'Assemblée législative du Québec. Tribun populiste, il succéda à Arthur Sauvé à titre de chef du Parti conservateur du Québec en juillet 1929, mais perdit l'élection d'août 1931 aux mains des libéraux de Taschereau. Il démissionna en septembre 1932 pour se consacrer entièrement à Montréal.



Louis-Alexandre Taschereau fut premier ministre pendant seize ans, soit de 1920 à 1936. Dénoncé pour la corruption de son gouvernement, le Parti libéral, au pouvoir depuis quarante ans, fut délogé par l'Union nationale de Maurice Duplessis, qui poursuivit les méthodes qu'il avait tant reprochées à son prédécesseur.

50 $ pour services supplémentaires au bureau du secrétariat (page 115) et 50 $ sous la rubrique « divers » au département de la Voirie (page 249); Mlle Y. Labelle qui, d'après les comptes publics, a reçu 10,50 $ pour dépenses de voyage (page 190), sont-elles une même personne? La réponse vint du trésorier provincial et ministre des Affaires municipales, Jacob Nicol. Cet éminent juriste et fondateur de *La Tribune* de Sherbrooke eut beau être un éloquent plaideur, il ne retourna au député Houde qu'un très laconique « oui ».



C'est que, comme Houde le découvrira au cours des années suivantes, la sémillante demoiselle Labelle était en fait la tenancière du bordel privé du gouvernement Taschereau à Montréal, ayant pignon sur la rue Shuter (aujourd'hui Aylmer) et servant à détendre les ministres libéraux lors de leurs séjours dans la métropole. Les deniers publics avaient d'ailleurs servi à payer les luxueux meubles de cet hospitalier oasis ainsi qu'à rémunérer la chaleureuse hôtesse des lieux. La panique gagna le caucus libéral lorsqu'en 1927, Camillien Houde lança au Salon bleu que la jolie Yvonne avait accepté de comparaître à la commission d'enquête sur les comptes publics, notamment pour y raconter qu'elle connaissait assez intimement sa clientèle pour savoir qu'il manquait un orteil au pied d'un ministre.

Le 24 mars à Québec, le député de Sainte-Marie saisit l'assemblée d'une question privilège. *Hier, vers midi et demi, maître Léon Garneau, avocat au barreau de Montréal, bien connu à Québec, m'a arrêté dans le corridor de la Chambre et m'a tenu le propos suivant: « Écoute, Houde, si l'enquête des comptes publics dans l'affaire d'Yvonne Labelle va trop loin, Alphonse Décary et moi nous mettrons chacun 10 000 $ pour te battre dans ton comté à la prochaine élection et nous te battrons. Nous avons assez de voyous autour de nous pour faire signer au besoin un affidavit déclarant que c'est toi qui as tué madame Carter, qui a été trouvée morte dans un hôtel de Montréal, ces jours derniers, ou n'importe quels affidavits du même genre. » Je suis un député et je tiens mon mandat du peuple. La Chambre est en session et c'est devant elle que je veux protester contre ces tentatives d'intimidation à l'égard d'un député qui veut faire son devoir. Je ne veux pas pour le moment, M. l'Orateur, invoquer le privilège particulier que la loi m'accorde et recourir à votre protection, malgré le grand cas que j'en fais, car ceux qui me connaissent savent que je suis capable de me défendre et même au besoin, capable d'attaquer. Toutefois, je crois que mon devoir est de faire connaître à cette Chambre cette abjecte tentative d'intimidation afin que l'on puisse, le cas échéant, établir et placer les responsabilités, si un attentat de quelque nature que ce soit, était perpétré contre moi. »* Contraint de s'expliquer à des journalistes, maître Garneau prétendit qu'il ne faisait que badiner.



Camillien Houde (1889-1958) fut élu maire de Montréal une première fois en avril 1928. On lui doit une délicieuse petite phrase adressée à la reine Elizabeth, épouse du roi Georges IV, tous deux en visite officielle à Montréal en 1939 (notre photo). Devant une foule en liesse, il aurait lancé à la souveraine, *Vous savez, une partie de ces acclamations sont pour vous.* En pleine crise de la conscription de 1940, le maire Houde défia la Loi des mesures de guerre et la Loi de censure en encourageant la population à désobéir à l'enregistrement obligatoire pour service militaire. Il sera déporté sans procès aux camps de Petawawa (Ontario) puis de Minto (Nouveau-Brunswick) jusqu'à la fin de la guerre. Relâché en août 1944, il sera accueilli en triomphe par 50 000 personnes à la gare Windsor, et réélu maire de Montréal quatre mois plus tard.

Finalement, Houde avait eu beau confier Yvonne Labelle à un homme de confiance qui devait la cacher et la transporter à Québec pour sa comparution, la police provinciale à la solde de Taschereau parvint à la retrouver à temps et à la convaincre qu'il valait mieux qu'elle embarque aussitôt sur un navire qui l'emmènerait en croisière aux Bermudes. Ce qu'elle fit. En mai, la campagne dans la circonscription de Sainte-Marie fut d'une telle violence que la défaite de Houde fut plus tard annulée par la Cour d'appel qui ordonna une nouvelle élection,



Arthur Sauvé

remportée par Houde en octobre 1928. Ce sera une mince consolation puisqu'il rejoindra seulement 9 autres députés du Parti conservateur d'Arthur Sauvé (père de Paul) tandis que les libéraux, au pouvoir depuis 30 ans, détiennent 74 des 85 sièges. On peut bien rire, 85 ans plus tard, de ces tribulations libertines, même si l'on ne saura jamais ce qu'aurait eu à révéler la péripatéticienne ministérielle. Découvrirons-nous bientôt la Yvonne Labelle contemporaine? En 2012, est-ce encore drôle ? Comme le dirait tout bon narrateur de feuilleton, *Restez à l'écoute. La commission Charbonneau est de retour après cette pause.* •••



Premier magistrat de la métropole durant 17 ans, Camillien Houde fut surnommé Monsieur Montréal, mais son long règne affiche un bilan mitigé, Houde n'ayant pas su extirper la ville des mains de la corruption et du crime organisé contrôlant prostitution et jeux illégaux. On le voit ici lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste de 1946, flanqué de messieurs Nantel et Mathieu, respectivement président et vice-président de la section Bourget de la SSJB.

Mouvement
Montréal français

Le Prix Harfang 2012 remis à Pierre Curzi



Josée Legault, qui a reçu le prix l'année dernière, et Pierre Curzi le récipiendaire du prix Harfang 2012. (Photo : Philippe Perreault)

C'est avec une grande fierté que Denis Trudel, porte-parole du Mouvement Montréal français (MMF), a remis le Prix Harfang à Pierre Curzi lors d'une conférence de presse le jeudi 15 novembre dernier à la Maison Ludger-Duvernay, en présence de la journaliste et politologue Josée Legault, lauréate de ce prix en 2011.

Le MMF a ainsi voulu rendre hommage à Pierre Curzi pour l'ensemble de son œuvre à titre d'acteur, de scénariste, de syndicaliste et d'homme politique. Le Prix Harfang est décerné annuellement à une personnalité publique qui a fait preuve d'une vigilance éclairée par ses actions touchant la protection et la promotion de la langue française au Québec.

Tout au long de son parcours artistique au théâtre, au cinéma et à la télévision, Pierre Curzi a été un formidable bâtisseur et un authentique ambassadeur de la culture et de la langue commune du Québec. Parallèlement à sa carrière d'acteur, il a assumé pendant huit années la présidence de l'Union des artistes, principal syndicat d'artistes au Québec.

Le MMF salue sa contribution majeure au débat politique sur la langue française à titre de député et de porte-parole officiel de l'opposition en matière de culture et communication et en matière de langue. Il a dirigé un travail d'analyse exhaustif et rigoureux de la situation du français qui a permis d'ébranler le discours jovialiste et le tabou entourant la question linguistique. Ses études intitulées *Le grand Montréal s'anglicise* et *l'application de la Charte de la langue française au collégial : un prolongement nécessaire* constituent des ouvrages de référence incontournables, démontrant que l'accélération de la détérioration de la situation du français justifie une refonte en profondeur de la loi 101.

Le projet de Pierre Curzi pour une nouvelle loi 101 présente d'importants renforcements à la législation linguistique québécoise, et notamment d'étendre la portée de la loi 101 aux cégeps, aux établissements de formation professionnelle, aux services éducatifs aux adultes, aux services de garde éducatifs et aux écoles privées non subventionnées (écoles passerelles).

Au moment où la langue française est menacée plus que jamais au Québec, par son courage, son éloquence et son intégrité, Pierre Curzi a joué un rôle clé afin de susciter une prise de conscience collective et une mobilisation renouvelée afin de réaliser l'objectif ultime de la loi 101, en faire la langue publique commune de tous les Québécois sans exception, a conclu Denis Trudel.

Vous trouverez les études de Pierre Curzi à l'adresse suivante : pierrecurzi.org

PRIX AUTRUCHE 2012



Le Prix Autruche a été décerné au chroniqueur et maire d'Huntington, Stéphane Gendron, qui dénie la précarité du français. De plus, il encourage l'anglicisation du Québec en faisant la promotion du bilinguisme institutionnel. •••

Il y a 175 ans

La victoire de Saint-Denis

par Gilles Laporte

Mes amis, nous avons droit d'être fiers de notre victoire, vous avez fait noblement votre devoir, mais nos têtes sont maintenant en jeu. Il n'y a plus moyen de reculer, il faut que nous tenions bon et que nous acceptions, comme des hommes, les conséquences de nos actions.

Wolfred Nelson, au soir du 23 novembre 1837

La Grande-Bretagne n'a pas lésiné afin d'« écraser dans l'œuf » la rébellion patriote. Aussi, quand on apprend en novembre 1837 que Louis-Joseph Papineau a discrètement quitté Montréal pour trouver refuge dans le petit village de Saint-Denis-sur-Richelieu, l'armée anglaise mobilise pas moins de 300 soldats pour « accompagner » les juges de paix chargés d'arrêter le chef patriote.

Parti de Montréal le 22 novembre avec ses hommes à bord du bateau à vapeur *St-George,* le lieutenant-colonel Charles Stephen Gore apprend à Sorel que des villageois s'apprêtent à lui barrer la route à Saint-Denis. Il déploie aussitôt ses troupes et donne l'ordre de marcher toute la nuit. L'armée arrive aux portes de Saint-Denis le matin suivant. Les soldats sont trempés et épuisés par leur marche forcée sous une pluie glaciale. De leur côté, les patriotes de Saint-Denis sont déjà sur le qui-vive. Les quelque 200 résistants mal armés reçoivent constamment des renforts, si bien que le nombre de défenseurs s'accroît tout au long de la journée. À leur tête, le grand Wolfred Nelson se veut rassurant : *Soyez tranquilles, il y en aura de tués, et vous prendrez leurs fusils.*

Retranchés dans une imposante maison en maçonnerie ainsi qu'à la distillerie appartenant au docteur Nelson, les patriotes ouvrent un feu nourri d'une grande précision. Devant ce tir plongeant, l'infanterie de Gore est impuissante. Impuissante aussi est son artillerie contre les robustes murs de la Maison Saint-Germain transformée en forteresse par les patriotes – sauf pourtant le premier boulet qui pénètre par une fenêtre, tuant d'une traite quatre défenseurs.

Bientôt à court de munitions, Nelson envoie vers midi le jeune George-Étienne Cartier quérir de la poudre et du plomb. Cartier rapplique alors avec de nouveaux renforts recrutés dans les villages de Saint-Antoine, de Contrecœur, de Saint-Ours, de Saint-Roch et de Verchères. Leur arrivée galvanise le moral des défenseurs qui décident de passer... à l'offensive ! On lance alors la « compagnie des bâtons de clôture » qui, armée d'inoffensives branches ressemblant à des mousquets, surgit de la forêt pour surprendre l'ennemi. L'habile tactique provoque la panique chez les militaires qui croient être en face d'une troupe d'insurgés bien armés. Après sept heures de combat et devant des pertes qui s'accumulent, Gore décide de se replier, abandonnant armes et bagages aux patriotes restés maîtres des lieux.

La victoire de Saint-Denis est à la fois inespérée et d'une ampleur historique. Jamais en effet les patriotes ne s'attendaient à vaincre la plus puissante armée du monde. Tout au plus cherchaient-ils, par leur défense héroïque, à protéger leur vie et à couvrir le départ de Papineau. Ce succès inoui leur impose dès lors de devoir aller jusqu'au bout de leur engagement, devant une armée plus que jamais déterminée à écraser toute résistance. Nous sommes tous encore liés à cette responsabilité de perpétuer le combat des patriotes, inauguré à Saint-Denis.

Un cri de guerre

Saint-Denis, c'est bien sûr le charmant village de Saint-Denis-sur-Richelieu où s'est déroulé l'héroïque victoire patriote, où se trouve aujourd'hui la Maison nationale des patriotes et où se déroule chaque année des cérémonies commémorant cette victoire. Mais « Saint-Denis » est aussi le cri de guerre des chevaliers français, notamment durant la guerre de Cent Ans contre l'Angleterre (1337-1453). « Saint-Denis » et « Mont Joie » (une colline non loin de Paris) étaient scandés par la cavalerie féodale au moment de donner l'assaut. Saint Denis, consacré patron de Paris, est en fait le saint patron de toute la France, dont la dépouille est conservée en la cathédrale Saint-Denis au nord de Paris, aux côtés de la plupart des rois de France. Saint-Denis, un nom en somme prédestiné pour rappeler la seule grande victoire patriote. •••

Extrait de Alexandre Belliard et Gilles Laporte, *Légendes d'un peuple*, tome 1
(éditions Gavroche, Ulfington, Québec)

Partenaires pour un Québec français

Regroupement des forces pour la défense du français

Devant les multiples affaiblissements qu'a subis la Charte de la langue française et face à l'urgence de contrer le recul du français, les principaux syndicats du Québec et les organismes nationaux voués à la promotion du français au Québec se sont regroupés afin de former la coalition Partenaires pour un Québec français (PQF). Ils comptent mettre en œuvre une campagne nationale visant à mobiliser toutes les forces de la société civile autour de l'objectif de faire du français la véritable langue publique commune de toutes les Québécoises et de tous les Québécois.

Lors d'une conférence de presse à la Maison Ludger-Duvernay, les membres de PQF ont rendu publiques les grandes lignes de leurs revendications. Ils mettent de l'avant une série de mesures structurantes dans plusieurs domaines tels que le travail, le commerce et les affaires, l'administration publique, l'enseignement ainsi que la culture.

Étaient présents à cette occasion : Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN); Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ); Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE); Louise Mercier, vice-présidente de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ); Paul de Bellefeuille, représentant du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ); Chantale Trottier, présidente du Mouvement national des Québécois et Mario Beaulieu, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM). L'Union des artistes (UDA) a participé au comité de travail de PQF et est appelée à s'y joindre sous peu, de même que plusieurs autres organismes de la société civile. •••



Jacques Létourneau (CSN), Louise Chabot (CSQ), Pierre Saint-Germain (FAE), Louise Mercier (FTQ), Paul de Bellefeuille (SFPQ), Chantale Trottier (MNQ) et Mario Beaulieu (SSJB). (Photo : Mathieu Breton)

LES PATRIOTES DE L'ANNÉE 2012

Dix personnalités nommées Patriotes de l'année pour marquer le 175e anniversaire du soulèvement des Patriotes



Louise Beaudoin, patriote

Au cours de sa longue et fructueuse carrière, Louise Beaudoin a été successivement ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, ainsi que ministre des Relations internationales et de la Francophonie. C'est durant son mandat de ministre de la Culture et des Communications que les Journées de la culture du Québec ont été créées. Elle a également été la ministre responsable de l'inauguration de la Grande Bibliothèque du Québec.

Louise Beaudoin a aussi travaillé activement à la préparation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée par une majorité écrasante d'États membres lors de la 33e session de la Conférence générale de l'UNESCO en 2005.



Claudette Carbonneau, patriote

Première femme présidente de la CSN, Claudette Carbonneau n'est pas seulement une syndicaliste, elle est aussi une femme profondément engagée dans la défense de la démocratie. Elle se démarque par la profondeur de ses réflexions et un souci de justice qui l'amène à prendre souvent position pour la défense des composantes populaires de la société québécoise. Dernièrement, elle a été invitée à élargir le débat sur l'éducation supérieure pour renouer avec les idées forces du rapport Parent sur la question de la démocratisation de l'enseignement supérieur au Québec.

Au regard de l'histoire, elle fait le lien avec l'esprit des patriotes en associant les combats pour la démocratie et l'égalité à la lutte nationale. Membre du comité sur la souveraineté, elle travaille à remettre la lutte pour l'indépendance du Québec à l'avant-plan et à en élaborer la stratégie de mise en œuvre. À ce titre, madame Carbonneau, avec sa sagesse reconnue et sa force tranquille, est devenue une des garanties de la pérennité du projet indépendantiste.



Dominic Champagne, patriote

Dominique Champagne est auteur, metteur en scène et concepteur de spectacles. Diplômé de l'École nationale de théâtre en écriture dramatique, il est le cofondateur et le directeur artistique du Théâtre Il va sans dire qui demeure, depuis 25 ans, son lieu de création de prédilection. Il a également été membre de plusieurs associations, regroupements et conseils d'administration dans le domaine culturel.

Homme de théâtre, Dominic Champagne a signé la création, à la scène comme à la télévision, d'une centaine de spectacles et d'émissions dramatiques dont la récente pièce *Tout ça m'assassine*. Il a été récipiendaire de très nombreux prix et distinctions pour sa grande contribution au milieu culturel.

Dominic Champagne a joué un rôle important dans les mobilisations printanières de cette année. Il s'est investi sans relâche dans l'organisation du grand rassemblement du Jour de la terre du 22 avril qui a eu un succès retentissant, 250 000 personnes y ayant participé. Il milite pour le bien commun, le partage de la richesse, le respect des droits de tous les citoyens et pour la protection de l'environnement.



Brigitte Haentjens, patriote

Fanco-ontarienne d'origine française, Brigitte Haentjens est metteure en scène. Elle a entrepris sa carrière de directrice artistique et de metteure en scène en Ontario français, où elle a dirigé le Théâtre du Nouvel-Ontario de 1982 à 1990. Elle s'est par la suite installée au Québec où, après avoir veillé aux destinées artistiques du Théâtre Denise-Pelletier, elle a fondé sa compagnie Sibyllines en 1997.

Brigitte Haentjens est l'une des instigatrices du Moulin à paroles, une manifestation littéraire qui s'est tenue sur les Plaines d'Abraham à Québec les 12 et 13 septembre 2009. Elle est aussi une des organisatrices de *Nous ?* (avril 2012), un évènement où une centaine d'auteurs ont lu des textes originaux sur le thème de la démocratie au Québec.



Louis-José Houde, patriote

Consacré humoriste de l'année à trois reprises, Louis-José Houde récolte les honneurs depuis sa sortie de l'École nationale de l'humour en 1998. Avec ses quelques apparitions au cinéma et ses différentes expériences d'animateur à la télévision, cet humoriste a littéralement conquis le public québécois par son talent, sa polyvalence et son charisme. Sur scène, c'est avec un enthousiasme contagieux et des métaphores hilarantes qu'il aborde les thèmes qui lui sont chers.

Toujours soucieux de faire rayonner la langue française, il a effectué à son retour de France au printemps dernier une courte tournée afin d'aller à la rencontre de onze communautés francophones du Canada. Après 900 représentations de ses deux premiers spectacles, il entame actuellement sa troisième tournée avec *Les heures verticales*, son nouveau spectacle qui le mènera aux quatre coins du Québec… et plus loin encore, puisque nos cousins français se préparent de nouveau à l'accueillir en 2013.

Louis-José Houde a été le porte-parole de la campagne de l'OQLF *Ici, on commerce en français*. Sa prise de position sur l'achat en français à l'ouverture du gala de l'Adisq 2008 a marqué notre imagination.



Gilles Julien, patriote

Gilles Julien pratique la médecine depuis près de quarante ans. Il a été notamment chef du département de pédiatrie de l'Hôtel Dieu de Lévis, directeur du département de santé communautaire à l'Hôtel-Dieu de Montmagny, directeur du département de santé communautaire de l'Hôpital Sainte-Justine et consultant en Albanie pour le projet d'organisation des services de santé de base pour la Banque mondiale. Le Dr Julien a aussi travaillé aux Îles Comores avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour le développement des populations et il a été associé au centre hospitalier de l'Université Laval pour desservir la population inuite du Nunavik.

Gilles Julien a été directeur clinique des deux premiers centres de pédiatrie sociale en communauté qu'il a fondés dans deux quartiers défavorisés de Montréal. Depuis 2007, il est président et chef de la direction de la Fondation du Dr Julien, un organisme de bienfaisance qu'il a créé en 2007 pour assurer la pérennité de la pratique de la pédiatrie sociale en communauté.





Maria Mourani, patriote

Véritable passionaria, voilà un vocable qui n'est pas exagéré en ce qui concerne la militante Maria Mourani. Élue députée du Bloc Québécois en 2006, dans la circonscription difficile d'Ahuntsic, au moment où Jean Charest prenait le pouvoir à Québec, elle fait tout de suite figure de résistante et de batailleuse. Lors de la défaite amère du Bloc Québécois à l'élection de 2011, elle a en quelque sorte sauvé le navire en résistant à la vague orange.

Son histoire n'est pas banale. Née en Côte d'Ivoire à Abidjan de parents d'origine libanaise, Maria Mourani a vécu sa plus tendre enfance à Abidjan et une partie de son adolescence en France. Elle est arrivée au Québec en 1988 avec ses parents, deux frères et une sœur. Elle fait ses études supérieures à l'Université de Montréal où elle obtient un baccalauréat en criminologie et une maîtrise en sociologie. Elle travaille comme agente de libération conditionnelle, puis devient éducatrice au Centre jeunesse de Montréal. En 2006, elle publie *La face cachée des gangs de rue* puis, en 2009, *Gangs de rue inc*.

L'une des premières depuis le référendum de 1995, Maria Mourani a perçu qu'il fallait relancer la bataille de la langue et s'est engagée dans la fondation du Mouvement Montréal Français. Le Québec a découvert alors un nouveau tribun, une voix particulière qui a la magie de conquérir une salle et d'insuffler un nouvel espoir.



Fred Pellerin, patriote

Comme Gilles Vigneault, Fred Pellerin a décidé de mettre son village sur la carte du monde. Comme Gilles Vigneault, il nous a fait découvrir que c'était son village qui contenait l'univers. Saint-Élie-de-Caxton est le nouveau Natasquan des temps modernes.

Tout cela a commencé par de simples contes qu'il colportait à gauche et à droite. Puis il s'est mis à gagner des prix, à faire des chansons et à participer au gala de l'Adisq. Et là aussi, il a gagné des prix. Puis, avec Luc Picard, il nous a enchanté avec un, puis deux films. *Babine* et *Ésimésac*.

Ce que Fred Pellerin a fait, c'est prendre le parti de la culture québécoise. Il a pris le taureau par les contes, et de peigne et de misère, mais en y mettant une odeur de muscle, il a arraché du temps à la mort de notre mémoire. Faut-il se surprendre que les Québécois se soient mis à l'aimer, à reconnaître en lui quelque chose qu'ils avaient en eux ? Et il faut croire que lui aussi a montré un certain amour du Québec. On le voit par ses déclarations sur la langue, sur la nécessité d'un avenir qui nous soit commun. On le voit par sa volonté de combattre l'oubli. Comme le petit village de Saint-Élie-de-Caxton qui contient toute l'humanité, les mots de Fred Pellerin contiennent toute notre espérance et tous nos combats.



Jasmin Roy, patriote

Jasmin Roy est un artiste québécois qui mène une carrière très diversifiée en tant que comédien, reporter et chroniqueur. Le grand public l'a découvert dans le rôle de Mathias Bélanger dans la populaire émission *Chambres en ville* et comme animateur dans *Salut, Bonjour !*, *De bouche à oreille*, *La tribune d'Occupation double* et sa chronique dans le magazine *Dernière Heure*. À la radio, il œuvre au *Showbiz Chaud* au 98,5 FM puis à l'émission *Le Magazine du Week-end.* À la télé, il a animé l'émission *Trucs au cube* et on peut le voir comme comédien dans *Caméra Café.*

Après avoir créé le spectacle *Les Gaydailles* diffusé dans le cadre du Festival Juste Pour Rire, Jasmin Roy a été porte-parole de La Fierté Montréal en 2009 et a dénoncé l'homophobie avec une grande efficacité dans son livre *Osti de Fif*. Avec sa Fondation Jasmin Roy, il joue un rôle majeur dans la lutte contre l'intimidation, la discrimination et la violence faites aux enfants en milieu scolaire.



Julie Snyder, patriote

Julie Snyder bouscule depuis plus de 25 ans la télé québécoise par son ton, son sens de l'humour, son énergie et ses idées novatrices. Certaines des émissions qui ont jalonné sa carrière font aujourd'hui partie de notre mémoire collective. De *Sortir*, en passant par *Le Poing J*, jusqu'aux grands spéciaux de Céline Dion, toutes ses productions ont pour mission de mettre en valeur la créativité québécoise dont elle est, elle-même, un des plus beaux fleurons.

Sa carrière d'animatrice en France lui a permis de créer un pont avec les agents culturels de la mère patrie pour permettre aux artistes des deux côtés de l'océan de faire briller leurs talents. Elle est une grande rassembleuse qui réunit des millions de Québécois et de Québécoises devant *Star Académie*, émission phare de la chanson québécoise. À ce jour, Julie Snyder a réalisé pas moins de 2000 entrevues et récolté plus de 20 prix récompensant aussi bien sa carrière d'animatrice que de productrice.

Les engagements sociaux menés à titre personnel par Julie Snyder sont nombreux. Elle a entre autres lutté pour la prise en charge des traitements de fertilité par le Régime d'assurance maladie du Québec, a été porte-parole de la Semaine mondiale de l'allaitement et a apporté son soutien à la Chaire québécoise en oncologie ORL.

Passionnée d'histoire et alarmée par la méconnaissance de trop de nos compatriotes sur leur propre passé, Julie Snyder s'est associée à Marie-France Bazzo pour créer La Boîte à Histoire, une compagnie de production qui réalise la série de capsules historiques *Le Québec, une histoire de famille*.

Julie Snyder aime sa patrie et les gens qui l'habitent. C'est cet amour des gens de chez nous qui guide toutes ses réalisations. •••

Dix personnalités nommées Patriotes de l'année



Salle comble à la maison Ludger-Duvernay pour la remise des médailles aux Patriotes de l'année 2012. (Photo : Mathieu Breton)



Mario Beaulieu (Photo : M. Breton)



Denis Trudel, porte-parole du MMF ; Claudette Carbonneau, syndicaliste et femme engagée dans la défense de la démocratie, et Mario Beaulieu, président de la SSJB. (Photo : M. Breton)



Auteur et metteur en scène, Dominic Champagne a joué un rôle important dans les mobilisations du printemps dernier. (Photo : M. Breton)



Le conteur Fred Pellerin a pris le parti de la culture québécoise. (Photo : Mathieu Breton)



Denis Trudel, Mario Beaulieu et Fred Pellerin (Photo : Mathieu Breton)



Louise Beaudoin, femme politique à la longue et fructueuse carrière. C'est durant son mandat de ministre de la Culture et des Communications que les Journées de la Culture du Québec ont été créées. (Photo : Mathieu Breton)



Brigitte Haentjens, metteure en scène, est une des instigatrices du *Moulin à paroles* (2009) et de *Nous ?* (avril 2012). (Photo : Mathieu Breton)



Gilles Julien, chef de la direction de la Fondation du Dr Julien, un organisme de bienfaisance dédié à assurer la pérennité de la pédiatrie sociale en communauté. (Photo : Mathieu Breton)



Mario Beaulieu et Louis-José Houde, humoriste toujours soucieux de faire rayonner la langue française. (Photo : Mathieu Breton)



Mario Beaulieu et Jasmin Roy qui joue un rôle majeur dans la lutte contre l'intimidation, la discrimination et la violence faites aux enfants en milieu scolaire. (Photo : Mathieu Breton)



Denis Trudel, Mario Beaulieu et Maria Mourani, députée du Bloc Québécois et membre fondatrice du Mouvement Montréal français. (Photo : Mathieu Breton)



Mario Beaulieu et Julie Snyder, cofondatrice de la Boîte à Histoire qui réalise la série de capsules historiques *Le Québec, une histoire de famille*. (Photo : Mathieu Breton)



Fred Pellerin vient sûrement d'en conter toute une à Mario Beaulieu et Dominic Champagne. (Photo : Mathieu Breton)



Fred Pellerin, Claudette Carbonneau, Jasmin Roy, Maria Mourani, Mario Beaulieu, Julie Snyder, Louis-José Houde et Dominic Champagne. Ne pouvaient être présents à l'événement : Louise Beaudoin, Brigitte Haentjens et Gilles Julien. (Photo : Mathieu Breton)

Publication des données du recensement

Le triomphalisme sournois de *The Gazette*

par Claude G. Charron



Quand le gouvernement Harper a chambardé la façon de questionner les citoyens en fonction du recensement de 2011, ont vivement protesté une majorité de spécialistes en la matière. Charles Castonguay était du nombre. Il a qualifié le 24 octobre de « folle journée ». Tout au long de sa brillante carrière, ce professeur de l'Université d'Ottawa à la retraite a su mettre en chiffres et en tableaux le continuel déclin du français au Canada. Mais également, et surtout, au Québec.

Des données de la folle journée, il a dit qu'il aurait valu *mieux s'en tenir aux tendances qui se dégagent de la comparaison des données des recensements de 2001 et de 2006, obtenues au moyen d'un module de questions linguistiques inchangées* (*L'Aut' journal,* 26 octobre).

Le journal *The Gazette* n'a aucunement tenu compte des observations de ce rigoureux chercheur. Pour la direction du journal, le 24 octobre n'est définitivement pas une folle journée puisqu'elle en a profité pour mobiliser tout son monde afin d'analyser, décortiquer et commenter les données du recensement 2011 publiées en cette journée folle par Statistique Canada.

Vive la mixité linguistique

C'est donc dès le 25 octobre que l'on décide de frapper fort avec deux gros titres à la une ***We're mixing it up*** et ***Montreal mélange of languages.*** Sous cette très franglaise seconde manchette, on nous dit que la mixité linguistique a envahi le quart des chaumières de Montréal et de Laval car on y utilise plus d'une langue à la maison.

C'est la journaliste Marian Scott qui a l'honneur de débuter le long train de quatorze articles qui s'étaleront sur six pages. La locomotive Scott démarre avec deux textes. Le premier : *Statscan language terms changing,* est un quasi copier-coller d'un texte antérieur où deux spécialistes affirmaient que l'expression « les deux solitudes » ne veut plus rien dire. Pas plus d'ailleurs que, du moins pour Statistique Canada, n'ont maintenant de sens les termes anglophone, francophone et allophone.

De nos jours, explique Patricia Lamarre, *nos jeunes se rendent au bureau des passeports, remplissent les formulaires en français, en sortent avec quelques uns de leurs amis tous trilingues. Et en rejoignent d'autres dans un bar du boulevard Saint-Laurent où les échanges passent continuellement de l'anglais au français.*

Même discours le 25 dans *City's variety of languages widening* où Marian Scott écrit que, dans le nouveau Montréal, on jongle indifféremment entre l'anglais, le français et les autres langues. Une macédoine linguistique qui a maintenant bon goût à Laval.

Scott entrecoupe sa prose avec des données comparatives entre les recensements de 2001 et 2006, sans cependant faire mention en aucun temps des réserves de Charles Castonguay. Des données comparatives comme : à Laval seulement, la part de gens dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais est passé de 19 % en 2001 à 25 % en 2006, puis à 29 % en 2011.

Un nombre grandissant de ceux qu'il est prétendument inapproprié d'appeler « allophones » utilise maintenant le français à la maison. Des réponses découlant de la question suivante : *des deux langues officielles, laquelle parlez-vous quelques fois ou tout le temps à la maison ?* 34,7 % de ces « allophones » avaient répondu le français en 2001. Le nombre grimpe à 38,6 % en 2006, puis à 40 % en 2011. Faisons ici une fort pertinente observation. L'augmentation de l'usage du français comme langue seconde à la maison peut simplement représenter une phase transitoire vers un transfert linguistique vers l'anglais. Cette hypothèse est corroborée par le fait qu'en 2011, la population montréalaise ayant l'anglais comme langue « principale » d'usage à la maison était de 40 % plus élevée que celle de langue maternelle anglaise. Globalement, l'anglais continue à exercer un pouvoir d'attraction qui est plus de 5,5 fois à celui de français. L'augmentation du bilinguisme à la maison reflète donc fréquemment une phase de transition vers l'usage unique de l'anglais. De telles préoccupations, Scott n'en a cure.

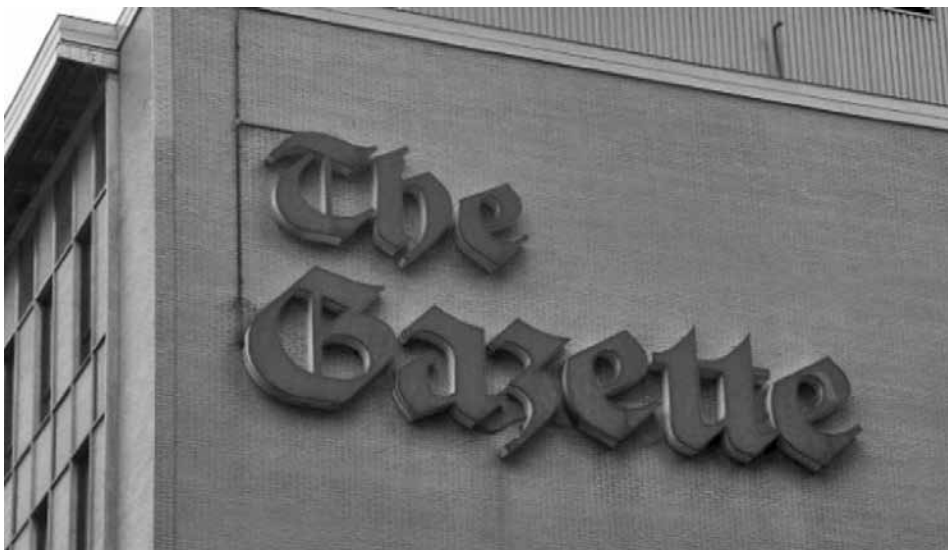
Du moins, elle n'en parle pas et préfère questionner Jean-Pierre Corbeil. Elle demande à ce spécialiste en chef de Statistique Canada quoi répondre aux activistes de la langue qui s'alarment du fait que le français comme langue maternelle est passé de 49,8 % en 2006 à 48,5 % en 2011. Corbeil lui répond que ces activistes oublient de tenir compte que la population anglophone est concentrée dans l'ouest de l'île, tandis que les francophones ont tendance à s'établir en lointaine périphérie. Il semble oublier que le français comme langue parlée à la maison poursuit son déclin relatif. En 2011, pour l'ensemble du Québec, il atteint maintenant 81,2 % de la population, contre 81,8 % en 2006. En 2001, le chiffre était de 83,1 %. La proportion d'anglophones est quant à elle relativement stable (10,7 % en 2011 contre 10,6 % en 2006).

Et notre bonne vieille *Gazette* ? Elle n'est pas activiste ?

En page A6, on nous apprend que, outre le français et l'anglais, la langue la plus parlée au Québec est l'arabe. Ils sont 149 140 la parlant par rapport à 118 305 parlant l'espagnol et 117 550 l'italien. Cela reflète le fait que les différents gouvernements du Québec ont favorisé l'immigration de gens venant des pays du Maghreb étant donné que le français y est la langue la plus parlée après l'arabe.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la journaliste Katherine Wilton marginalise cet important rôle du Québec dans son texte *Middle Eastern newcomers call St-Laurent Home*.

Pour Wilton, il devient plus que secondaire de parler de la population maghrébine installée au Québec grâce à la politique d'immigration du Québec. Elle transforme tout ce beau monde en « nouveaux venus provenant du Moyen-Orient » ou elle les englobe tout bonnement sous le grand mot générique d'« Arabes ». Elle donne ainsi un important rôle au gouvernement canadien. Il les a fait entrer au Canada en tant que réfugiés. Pour ensuite signaler que ces « réfugiés politiques » ont choisi d'élever leur famille dans un « quartier multiethnique », ce grand Saint-Laurent encerclant maintenant le petit camp des « Gaulois » retranchés autour des rues Du Collège et De l'Église.



Ce qu'en aucun temps ne signalerait Wilton est le flirt intensif que fait constamment son journal auprès de cette communauté arabophone devenue si imposante. Un flirt intensif qui se doit de passer par le dénigrement de la société d'accueil. Et le grand maître es-dénigrement reste toujours Don Macpherson, lui qui ne ratait jamais une occasion en août dernier de pointer du doigt Pauline Marois, l'accusant de xénophobie, sinon de racisme du seul fait que sa plateforme électorale contenait un resserrement de la loi 101. Plus une charte de laïcité.

Et qu'écrit Macpherson de la folle journée ? Le titre de sa chronique du 25 octobre parle par lui-même : *PQ's arguments for a "new Bill 101" fall flat*. Donc, pas besoin d'une nouvelle loi 101 puisque le recensement 2011 nous démontre que l'actuelle est si bonne. Et si efficace.

En ce temps où on nous chante que les deux solitudes ont disparu, Macpherson interpelle ceux que continuellement il qualifie d'« anti-English language hawks ». Ceux-ci, clame-t-il, semblent ignorer que l'hôtel de ville de Montréal est plus proche en distance et en temps de parcours de la ville de Longueuil que d'un Dorval où débute le West-Island. Notre démagogue compare une ville où il y a diversité d'opinions politiques avec un grand pan de l'Île de Montréal où on vote massivement libéral peu importe le haut degré de gangrène affectant ce parti. « Because we're afraid of the separatists ».

Une sournoise comparaison



Don Macpherson

Macpherson insinue donc qu'avec ses 77 % de personnes ne parlant que le français, Longueuil se compare assez bien avec l'Ouest-de-l'Île.

Encore une fois, il faut bien se rendre compte que nous avons été un peuple conquis. Et que, d'une certaine manière, nous le sommes encore. Les angloquébécois se sont, en plus grand nombre que les francophones, installés dans la région montréalaise où les infrastructures routières et ferroviaires étaient les plus efficientes.

Notre infériorité économique passée – et même actuelle – a fait que les parlants anglais ont toujours été plus nombreux à s'installer dans ce West-Island béni des dieux avec ses deux magnifiques lacs mouillant ses berges. Leur nombre a considérablement augmenté avec l'afflux d'immigrants venant des pays du Commonwealth où la langue anglaise était l'idiome de l'ex-pays colonisateur. Et c'est au moment où le Québec sortait de sa longue léthargie que le multiculturalisme à la sauce Trudeau est devenu la façon naturelle d'appréhender le monde, à Pierrefonds comme à *DIDIO* (Dollard-des-Ormeaux).

Si jamais Jean-François Lisée décidait d'accorder des incitatifs fiscaux à des « Québécois francophones de souche » (dixit Gérard Bouchard) afin qu'ils décident de déménager dans ce beau coin de pays, certaines personnes devraient les aviser qu'il y a grand risque à déployer un fleurdelisé devant sa porte. Gare aux graffitis.

Un grand tout multiethnique et multilingue

Mais ce que Macpherson et autres journalistes cherchent à démontrer dans la *Gazette* de ce jeudi 25 octobre, c'est que cette loi 101, si honnie auparavant, est maintenant devenue très acceptable. Et même honorable. Imaginez : elle a permis à Montréal de devenir un modèle de bilinguisme bien que les nouvelles données, si peu fiables soient-elles, confirment un déclin rapide du français à Montréal, comme dans l'ensemble du Québec à moyen terme. Les journalistes et chroniqueur de *The Gazette* crient Hourra !

L'éditorial de ce 25 octobre, *The census is good news, in French or English,* sonne la trompette du triomphalisme. Tellement heureux que, malgré les différents gouvernements québécois qui s'échinent à vouloir que le français devienne la langue commune des Québécois, le bilinguisme institutionnel, règne en maître à Montréal.

Le bilinguisme institutionnel est un phénomène qui, à terme, mènera tout droit vers une certaine forme de louisianisation du Québec. Quand deux langues se font concurrence sur un territoire donné, l'une finit toujours par l'emporter sur l'autre. Et le *West-Island* est un microcosme de ce fait très éprouvé.

Les nouveaux arrivants ont sûrement déjà compris. À Montréal comme à Laval, si on veut gagner honorablement sa vie, vaut mieux bien apprendre la langue de Shakespeare. Si rien ne change, si *The Gazette* réussissait son travail de sape, c'est toute la politique d'immigration de nos successifs gouvernements qui volerait en éclats.

La meilleure façon de permettre au Québec de rester un glorieux exemple de multilinguisme individuel dans le monde serait qu'il devienne un pays. En attendant, cela passe par l'élargissement de la loi 101 aux cégeps.

Même avec ça, l'anglais ne sera pas plus en danger qu'il ne l'est aujourd'hui. Il y aura toujours de très musicaux et populaires *Simple Plan* émergeant tout droit de nos cégeps. De nos cégeps français. •••

Encore à propos de la « folle journée »

Westaïlandisation de Vaudreuil-Soulanges

par Claude G. Charron

Dans ce grand dossier du 25 octobre du journal *The Gazette,* il est bon de s'arrêter à la page A5, où on nous présente une géo-carte de la région montréalaise avec données comparatives de chaque patelin.

Grande surprise : **dans toutes les 11 villes ou régions administratives du 450 citées, le français est moins parlé à la maison en 2011 qu'en 2006. DANS TOUTES !** De ces onze entités par contre, il n'y a que trois villes, soit Sainte-Thérèse de Blainville, Deux-Montagnes et Longueuil, où l'anglais a régressé. Dans les huit autres, il a progressé.

Mais ce qui semble le plus préoccupant, c'est comment la langue de la majorité bat de l'aile dans Vaudreuil-Soulanges. Régression de 4,8 %, alors que grimpait de 2 % l'anglais principalement parlé à la maison, lui qui n'atteint pas 1 % dans les dix autres patelins entourant l'Île de Montréal. Effarant !

En ce début du présent siècle, Vaudreuil-Soulanges risque de vivre les mêmes affres que l'ouest de l'île au début du vingtième. Avec l'étalement urbain qui n'arrête pas de finir, ce sont maintenant les cultivateurs très-tricotés-serrés de Saint-Zotique et de Côteau-du-Lac qui sont sollicités par des entrepreneurs en quête de développements domiciliaires avantageux.

Dans Vaudreuil-Soulanges, l'autoroute 30 va bientôt enjamber le Saint-Laurent pour aller joindre la 20 et la 40. S'il fallait ensuite que le train partant de Rigaud augmente sa cadence de départs le matin et d'arrivées le soir, nul doute que les plus riches d'entre les Québécois – et surtout d'entre les *Quebeckers* – pourront se payer de grosses cabanes dans ce coin enchanteur.

La mentalité, la culture certes bilingue, mais également très « dos tourné à la culture majoritaire » risquerait alors de faire du saute-mouton sur l'Île Perrot, pour ensuite se propager jusqu'à Pointe-Fortune.

Si les données comparatives entre 2006 et 2011 reflètent une véritable tendance, on est en droit de penser que nos « partitionnistes » auraient raison de rêver à un *New-West-Island* jouxtant l'Ontario. Plus du tout enclavé !

Une telle situation nous démontrerait que, ni la Révolution tranquille, ni la loi 101, n'ont changé quoi que ce soit à notre situation de « nés pour un p'tit pain ». Nombreux seront les Néo-Québécois – même chez nos amis arabes – qui alors comprendront le message. •••

Encore et encore à propos de la « folle journée »

Une reconquête anglaise en gestation ?

par Claude G. Charron

Il n'est en rien excessif d'utiliser le mot triomphalisme pour qualifier le ton général du dossier recensement 2011 produit par *The Gazette* le 25 octobre dernier. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire le texte *Most English-speakers in Quebec homes in decades* de Lynn Moore, page A4.

Les chiffres que jette sur papier la journaliste doivent être doux aux oreilles de ceux qui voudraient revenir à la situation d'avant 1976. Qu'on en juge.

Régression après le 15 novembre 1976 : Au Québec, cinq ans plus tôt, 887 895 personnes ont déclaré que l'anglais était la langue parlée à la maison. En 1981, elles ne sont plus que 806 785. Leur nombre diminue encore en 2001. Statistique Canada n'en compte que 746 690.

Augmentation fulgurante depuis : « Up, Up, Up » s'écrit joyeusement Lynn Moore après avoir étalé les chiffres de 787 885 pour 2006 et de 834 950 pour 2011.

Et la journaliste de donner la parole à un Jack Jedwab tout aussi jubilant. Le directeur de l'Association d'études canadiennes lui affirme que ce significatif glissement vers le haut devrait remonter le moral des Anglos. Il en vient même à croire qu'une telle envolée *nous suggère fortement que les départs de la province ont été plus anecdotiques que réels.*

Anecdotiques ? Les 100 000 départs dont on nous a tant chauffé les oreilles après 1976 étaient donc soit des tromperies, soit des faux départs avec un grand nombre d'Anglos attendant la « normalisation » – façon soviétique de parler – pour revenir en force. S'installant peut-être dans Vaudreuil-Soulanges, tout près de l'Ontario « au cas où la situation se dégraderait à nouveau »

Trêve de plaisanteries. À la fin de son article, Lynn Moore démontre que c'est à Gatineau, plus précisément dans son arrondissement d'Aylmer que l'augmentation est la plus notable. Il y a peut-être là beaucoup de fonctionnaires fédéraux voulant peut-être profiter de nos garderies à sept dollars. Lynn Moore nous assure que la plupart de ces fonctionnaires sont des FOLS (First Official Language Spoken). Elles et ils utilisent aisément les deux langues officielles.

À force de nous en mettre plein la vue avec la folle journée, *The Gazette* nous apprend surtout que la bilinguisation d'un grand pan du territoire québécois est en bonne voie de réalisation. Olé ! •••

Participez aux festivités du jour du Drapeau !

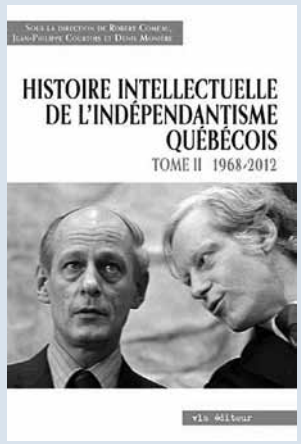


Lundi 21 janvier 2013
65e anniversaire de l'adoption du fleurdelisé comme drapeau national
Le matin tôt : distribution dans le métro de petits drapeaux et de feuillets explicatifs sur l'historique de l'adoption du drapeau.
13 h : marche, du parc Émilie-Gamelin au parc Camille-Laurin où Mario Beaulieu, président de la SSJB, fera un discours.
En soirée : activités culturelle à la maison Ludger-Duvernay.
Information : 514-843-8851

FLORILÈGE CULTUREL

Cette chronique n'a aucune prétention, si ce n'est de vous proposer des lectures, des sorties ou des disques susceptibles de combler vos attentes.

À LIRE



Paru fin novembre chez VLB Éditeur, le tome II de l'***Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*** couvre les années 1968 à 2012. Cet ouvrage est codirigé par Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière. Ce second tome aborde des essais de plusieurs auteurs indépendantistes, parmi lesquels on retrouve René Lévesque, Marcel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Jean-Marc Léger, Pierre Bourgault, Andrée Ferretti, Jacques Parizeau, Pierre Falardeau, Fernand Dumont, Robert Laplante et bien d'autres.



Chez Septentrion, vient de paraître ***L'Histoire nationale à l'école québécoise – Regards sur deux siècles d'enseignement***, sous la direction de Félix Bouvier, Michel Allard, Paul Aubin et Marie-Claude Larouche. Dans cet ouvrage, plusieurs spécialistes se penchent sur l'enseignement de l'histoire au primaire, au secondaire et au collégial, et mettent en lumière les courants pédagogiques qui ont animé les milieux de l'éducation dans ce secteur névralgique pour la mémoire et l'identité collective des Québécois.



Enfin, c'est tout récemment que je me suis procuré le carnet de **Françoise David**, *De colère et d'espoir*, paru aux Éditions Écosociété. Quel livre étonnant sur quarante ans d'engagement social et politique de la seconde députée solidaire après Amir Khadir. Ce livre vaut vraiment la peine d'être lu… et je serais porté à ajouter : surtout par les personnes par trop certaines de ne pas apprécier cette femme et qui vont sûrement alors la découvrir, voire s'y attacher. Pour ceux qui ne le sauraient pas encore, la coporte-parole de Québec Solidaire est l'arrière-petite-fille d'un ancien président de la SSJB, Laurent-Olivier David, également auteur d'un ouvrage majeur sur les Patriotes. Quant à moi, peut-être parce que j'y ai été opéré pour le cœur, elle est aussi la fille de celui qui a fondé l'Institut de cardiologie de Montréal *parce qu'il estimait que le peuple canadien-français devait avoir une institution à lui*.

À FAIRE



Le samedi 16 février prochain, à 13 heures, se tiendra à la Maison Ludger-Duvernay une rencontre de l'**ACADÉMIE QUÉBÉCOISE D'ÉTUDES PHILATÉLIQUES** (AQEP). À cette occasion, on y entendra Jean Lafontaine présenter une **conférence sur les vignettes de la SSJB**. C'est l'occasion rêvée pour tous ceux qui possèdent ces vignettes patriotiques de venir connaître leur histoire, de découvrir les différentes variétés de papier et de couleur, leurs auteurs, les différents tirages, et, par le fait même, de connaître aussi leur rareté. Sur place, ils pourront également avoir un aperçu de la valeur de leur collection. L'AQEP publie aussi un ouvrage annuel sur la philatélie et compte en ses rangs parmi les plus grands spécialistes des timbres canadiens et de l'histoire postale du Québec, certains d'entre eux ayant publié des monographies importantes sur la poste québécoise ou ayant siégé sur le comité consultatif du timbre à Ottawa. C'est la toute première fois de son histoire que l'AQEP fait une présentation dans les locaux de la SSJB. Pour l'occasion, on pourra se procurer des vignettes de la SSJB. Mario Beaulieu accueillera les académiciens. Entrée libre.

À ÉCOUTER



Pour ses quarante ans de carrière, **RICHARD SÉGUIN** nous offre une compilation de trois disques compacts et un DVD, le tout intitulé *Ma demeure*. Cinquante chansons à réentendre ou, pour les plus jeunes, à connaître. Un grand artiste qui se fait trop rare, si vous voulez mon avis. C'est sur étiquette Spectra.

Jean-Pierre Durand

Se souvenir de ceux à qui nous devons la liberté

par Pierre Vennat



Une fois par année, les Québécois de toutes allégeances, faisant fi de leurs différences, observent deux minutes de silence et se recueillent à la mémoire de ceux à qui nous devons, ici au Québec, de vivre en paix.

S'il nous arrive, trop souvent hélas, de parler davantage de ce qui nous oppose que de ce qui nous rassemble, il est une chose sur laquelle tous sont d'accord : nous vivons au Québec dans une société libre, où nous pouvons choisir librement nos dirigeants, où le pluralisme politique existe en toute légalité, où la liberté d'expression existe, où la censure de l'information n'existe pas, où les femmes sont considérées les égales des hommes, où les enfants, quel que soit leur sexe, peuvent aller à l'école, où les soins de santé sont égaux pour tous et où toute forme de discrimination est interdite.

Ces libertés, nous les devons à ceux qui, dans le passé et actuellement, les défendent.

Comme le veut la devise du Québec, nous nous souvenons de nos ancêtres qui depuis les premiers temps de la colonie jusqu'à aujourd'hui, ont toujours su défendre cette liberté. Nous avons évidemment une pensée pour ceux qui reposent dans les cimetières du monde entier après avoir servi leur patrie, ceux dont les noms apparaissent sur les divers cénotaphes au pays et à l'étranger. Mais nous nous souvenons aussi de tous ceux qui ont été blessés, faits prisonniers ou ont connu la mitraille. Nous nous souvenons de tous ceux qui, au pays, les ont encouragés, de ceux qui ont par leur travail permis à ces soldats de partir au front. Nous nous souvenons de leurs amis, de leurs parents, de leurs enfants et de leurs prisonniers. Nous nous souvenons des mamans, des frères, des sœurs, des enfants, des êtres aimés qui ont pleuré un des leurs.

Cet été, j'ai fait partie de la délégation qui s'est rendue à Dieppe, en Normandie, où, le 19 août 1942, il y a donc 70 ans, les Fusiliers Mont-Royal, un régiment bien de chez nous, ont perdu pas moins de 8 officiers et 111 sous-officiers et hommes de troupes tués en un seul avant-midi. Sans compter les centaines d'autres qui ont été blessés, certains mutilés pour la vie ou encore été prisonniers durant pratiquement trois ans dans des camps nazis.

L'an prochain, cela sera l'occasion de commémorer la libération de l'Italie, commencée en août 1943, et durant laquelle le Royal 22e Régiment, entre autres, a joué un rôle important.

Dans deux ans, nous retournerons honorer encore plus de Québécois, membres de plusieurs régiments canadiens-français, ou servant dans d'autres unités tant de l'armée de terre, de l'aviation ou de la marine et qui, à compter du 6 juin 1944, ont perdu la vie lors de la campagne de Normandie.

Enfin, en 2015, cela sera l'occasion de commémorer la victoire des nôtres lors de la libération de la Belgique et de la Hollande et lors de la chute finale du régime hitlérien. Sans compter la victoire sur les Japonais dans le Pacifique, à laquelle bon nombre de Québécois ont également contribué.

Pour revenir à la commémoration du raid de Dieppe, rappelons qu'à l'époque, les membres des Fusiliers Mont-Royal étaient considérés comme des héros, il n'y a aucun doute là-dessus. Les journaux en ont parlé de longs mois, à pleines pages, la radio aussi.

Les victimes furent vite « récupérées » par le gouvernement fédéral. Pour mousser son recrutement, d'abord, puis pour la vente des Bons de la Victoire.

À l'époque, au Québec, la population en général ne songeait qu'à venger ces hommes d'ici, ces parents, ces amis, ces gars de chez nous. Ce n'est que plus tard que le débat prit une consonance politique, que l'on commença à se demander si les Canadiens n'avaient pas été bêtement sacrifiés, si un tel massacre n'était pas inutile.

La crise de la conscription, qui suivit quelques mois plus tard, devait envenimer les choses. Depuis, et surtout depuis l'émergence du nationalisme québécois comme phénomène politique, les victimes de Dieppe, qui ne se prenaient surtout pas pour des héros, furent récupérées par les partisans, comme par les adversaires, du fédéralisme canadien.

En certains milieux, on en a fait des vilains, les nouveaux héros étant plutôt ceux qui ont pris le maquis pour lutter contre la conscription. D'autres ont voulu donner à leur engagement une consonance qu'il n'avait pas, en faire, par exemple, des super-défenseurs de l'Empire britannique ou d'un Canada *from coast to coast.*

Les combattants canadiens de Dieppe, tout comme d'ailleurs, ceux de la campagne de Normandie, étaient tous des volontaires. Le temps que les Communes votent la conscription et que les conscrits soient suffisamment entraînés pour être envoyés au front, on était déjà rendu à 1945 et d'ailleurs bien peu le furent.

Un bon nombre de ces volontaires s'étaient enrôlés pour trouver un emploi stable, au sortir de la terrible crise économique des années 1930. D'autres avaient le goût de l'aventure. Plusieurs d'entre eux provenaient de familles qui, pendant les dix dernières années, ne mangeaient pas à leur faim tous les jours.

C'est souvent la raison pour laquelle ceux qui provenaient d'une famille nombreuse s'enrôlèrent comme volontaires si facilement dès le début de la guerre. Jeunes, célibataires et demeurant, pour la plupart, encore au foyer familial, leur entrée dans l'armée constituait une double aubaine pour leur famille. D'un côté, cela voulait dire une bouche de moins à nourrir et de l'autre, un revenu additionnel pour des familles qui, bien souvent, en avaient affreusement besoin. Pour plusieurs d'entre eux, l'armée constitua le premier endroit où ils purent manger et se vêtir convenablement.

Les survivants du raid meurtrier d'août 1942, hommes fiers, dont le nombre, bien sûr, diminue d'année en année au point que dans deux ou trois ans, il n'en restera peut-être plus, ont de la difficulté à admettre qu'ils ont souffert et combattu pour rien. D'ailleurs, on ne souffre jamais complètement pour rien. La vérité n'est jamais simple.

Mais les familles des victimes, elles, ne peuvent s'empêcher de penser que ce gâchis n'était pas nécessaire. Qu'elles auraient voulu connaître, aimer, ces pères, ces fils, ces amis dans la fleur de l'âge qui ont vu leur vie fauchée brusquement en ce 19 août 1942. Même chose pour les familles des blessés et, surtout, des prisonniers qui pour avoir vécu pratiquement trois ans dans les geôles allemandes, en sont revenus pour plusieurs, marqués psychologiquement, d'une façon ou d'une autre.

Le clamer tout haut n'est pas manquer de respect envers ceux qui ont combattu, ont souffert et ont sans aucun doute, malgré l'horreur du massacre, apporté une contribution utile, sinon strictement nécessaire à la victoire sur l'hitlérisme, que personne, décemment, ne pouvait souhaiter voir triompher.

Cependant, l'horreur de Dieppe constitue une tranche d'histoire que l'on n'enseigne pas à l'école, ni au Québec, ni en France. Comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs. Pourtant, les jeunes d'aujourd'hui ont besoin qu'on leur cite de vrais héros. Pourquoi ne parlerait-on pas à l'école des combattants de Dieppe et de leur chef, le brigadier général Ménard? De la même façon que dans ma jeunesse, on nous exaltait les vertus de Dollard des Ormeaux et des Patriotes de 1837? Tout comme, bien sûr, il faudra demain qu'on se souvienne de ceux des nôtres qui sont allés faire leur devoir en Afghanistan, qu'on soit pour ou contre l'intervention canadienne en ce pays.

Personnellement, c'est pour ces jeunes, pour qu'ils sachent, et aussi pour que le sacrifice de ces hommes, de ceux qui les ont précédé lors de la Première Guerre mondiale et qui leur ont succédé par la suite ne sombre pas dans l'oubli que depuis cinquante ans, je me consacre à l'histoire des militaires de chez nous.

Et bien sûr, pour que les hommes comprennent l'absurdité de la guerre. On ne règle jamais rien par le sort des armes. Les politiciens et les fabricants d'armes finissent toujours par faire renaître un conflit quelque part.

La devise des Fusiliers, « Nunquam Retrorsum » signifie « Ne jamais reculer ». En la jumelant avec celle du Québec, « Je me souviens », cela nous permet de ne jamais reculer devant notre devoir de nous souvenir de ceux à qui l'on doit la liberté. •••

Jour du Souvenir 2012



Jean Dorion, ancien président de la SSJB, a animé la cérémonie de main de maître. (Photo : M. Breton)



Louise Harel, chef de l'opposition officielle à la Ville de Montréal ; Mario Beaulieu, président de la SSJB et Orestis Athanassios Kafopoulos, consul général de Grèce à Montréal. (Photo : Mathieu Breton)



Mario Beaulieu (Photo : M. Breton)



Jean Jolicoeur et Jean Lacroix, petit-neveu d'Aimé Lacroix honoré à titre posthume. (Photo : M. Breton)



Claude Boisvert, coordonnateur du comité du jour du Souvenir, Mario Beaulieu et Karine Racette, directrice-adjointe intérimaire du Centre funéraire Côte-des-Neiges. (Photo : Mathieu Breton)

Souvenons-nous ensemble

par Agathe Boyer

La journée du 11 novembre, appelée jour du Souvenir, commémore la 11e heure du 11e jour du 11e mois de l'année 1918, moment où l'Armistice a été signé et date officielle de la fin de la Première guerre mondiale.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a tenu sa traditionnelle commémoration québécoise du jour du Souvenir le dimanche 11 novembre à 11 heures, au cimetière Notre-Dame-des-Neiges, au pied du cénotaphe, là où se rejoignent les cimetières militaires catholique, protestant et juif. Plusieurs personnalités politiques et représentants consulaires sont venus rendre hommage aux Québécoises et aux Québécois qui ont participé aux conflits mondiaux et à des missions de paix. Le jour du Souvenir fait aujourd'hui référence à toutes les guerres. Depuis la « Grande Guerre », il ne s'est pas écoulé un seul jour qui n'ait pas été marqué par une guerre ou un conflit quelque part sur la planète. Pour en finir avec la guerre, on porte donc le coquelicot et l'on décore les monuments commémoratifs avec des couronnes et des gerbes de fleurs. Mentionnons que l'année 2012 marque le 70e anniversaire du débarquement de Dieppe. En effet, le 19 août 1942, sur les galets de la plage, 119 Fusiliers Mont-Royal sont tombés sous les balles ennemies et 370 ont été faits prisonniers. 500 compatriotes participèrent à l'opération Jubilee, un raid sur le port de Dieppe. Repérés par un convoi allemand, les péniches du débarquement sont attendues par la défense nazie. L'opération est un désastre.

Revenons à la cérémonie organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal au cimetière Notre-Dame-des-Neiges durant laquelle la médaille de l'Assemblée nationale a été remise à plusieurs anciens combattants et survivants de Dieppe. La cérémonie a eu lieu en présence de Carole Poirier, 1re vice-présidente de l'Assemblée nationale, Diane De Courcy, ministre de l'Immigration et des communautés culturelles, et ministre responsable de la Charte de la langue française; Bernard Drainville, ministre responsable des Institutions démocratiques et de la participation; Nicole Léger, ministre de la Famille et ministre responsable des régions de Laval et des Laurentides; Jean-François Lisée, ministre des Relations extérieures, de la francophonie et du commerce extérieur et Mario Beaulieu, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Étaient aussi présents: Suzanne Proulx, députée de la circonscription de Sainte-Rose; Daniel Paillé, chef du Bloc Québécois; Maria Mourani, députée du Bloc Québécois; Louise Harel, chef de l'opposition officielle et conseillère de la Ville de Montréal; Alain Gaudreau, représentant des Anciens Combattants; le Major Général Alain Forand, représentant le Royal 22e Régiment ainsi que les représentants des Fusiliers Mont-Royal et du 22e Régiment.

Les représentants des corps consulaires en poste à Montréal ont également assisté à la cérémonie : Michel Clerc (France), Andrew C. Parker (États-Unis), Alexey Isakov (Russie), Karl Dhaene (Belgique) et Enrico Padula (Italie).

Remise des médailles aux anciens combattants

Depuis 1988, l'Assemblée nationale du Québec a honoré tout près d'une centaine de vétérans dans le cadre du jour du Souvenir organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Cette année, après une courte allocution de Carole Poirier, 1re vice-présidente de l'Assemblée nationale, plusieurs anciens combattants ont été honorés.

Vétérans honorés

Monsieur Manuel Manis a participé au débarquement de Dieppe en 1942 où il a été fait prisonnier. Il avait le rang de caporal et est un des deux hommes de religion juive à avoir servi avec Fusiliers Mont-Royal à Dieppe.

Dr Anthony Gilbert est né à Haïti. Il immigre au Canada en 1958 après avoir fait sa médecine dans son pays d'origine. En 1967, il joint l'armée canadienne comme chirurgien et prendra part à la mission de l'ONU au Moyen-Orient en 1973 et 1974 comme chirurgien en chef de l'opération Danaca.

Monsieur Jacques Cinq-Mars a participé au débarquement de Dieppe en 1942 au sein des Fusiliers Mont-Royal. Il a aidé plusieurs autres soldats à se sauver et à rembarquer dans les péniches de débarquement, mais il n'a pu se sauver lui-même, blessé par une balle à la jambe. Il fut fait prisonnier et forcé de travailler dans les camps de concentration allemands plus de trois années durant lesquelles il tenta plusieurs évasions, mais en vain.

Monsieur Jean-Napoléon Maurice, seul combattant de race noire au sein des Fusiliers Mont-Royal lors du débarquement de Dieppe. Il est considéré comme un modèle et un exemple pour les Noirs d'aujourd'hui. Il fut cité à plusieurs reprises lors du Mois de l'histoire des Noirs.

Monsieur Donatien Vaillancourt, âgé de 95 ans. Il s'est enrôlé dans l'armée à vingt-deux ans et est débarqué sur les plages de Dieppe en 1942 en tant que membre des Fusiliers Mont-Royal. Il passera le reste de la guerre comme prisonnier des Allemands.

Des médailles à titre posthume ont également été remises à madame Esmé Labrèque qui a servi comme infirmière dans le Corps des infirmières de l'Aviation canadienne en Angleterre de 1943 à 1945. Elle s'est qualifiée avec seulement cinq autres Canadiennes lors d'un cours intensif de huit semaines à la Base aérienne Bowman de l'Aviation aux États-Unis en 1943 et était la seule Québécoise infirmière accompagnatrice pour le transport des blessés en avion. On retrouve son témoignage dans le livre *De la poêle à frire à la ligne de feu.* Dans cet ouvrage de Geneviève Auger et Raymonde Lamothe paru en 1981, il est question du rôle des femmes au cours de la guerre de 1939-1945. En voici un court extrait :

La présence d'une infirmière est souvent nécessaire lors du transport par voie des airs de certains blessés graves. Esmé Labrèque, formée pour cette tâche, nous décrit les conditions dans lesquelles elle travaillait : j'ai transporté des blessés de la France à l'Angleterre et, croyez-moi, ce n'était pas des avions de Pan Am ou de BOAC, où il suffit de peser sur un bouton pour avoir une tasse de café. C'étaient des avions de guerre. Et quand l'avion était trop petit pour recevoir un malade couché et une infirmière, on nous installait dans un planeur attaché à l'arrière. Ça voguait au vent comme un cerf-volant! Je devenais verte. Combien de fois, en accompagnant un malade, j'ai vomi à côté de lui, dans un plat, tout en le soignant! Et en relevant la tête, j'apercevais souvent par le hublot les V2 allemands.

Vétérans honorés à titre posthume

Monsieur Pierre Sigouin, Français d'origine, a immigré au Canada en 1942. Dès son arrivée, il s'est engagé dans l'armée et est reparti en Europe pour combattre jusqu'à la fin de la guerre. Pierre Sigouin est décédé en 1960 à l'Hôpital des vétérans de Montréal.

Monsieur Maurice Dion a joint l'armée en 1940 à l'âge de 17 ans à titre de lieutenant-capitaine dans le 22e Régiment. Il a participé à la 2e guerre mondiale ainsi qu'à la guerre de Corée.

Monsieur Roger Charland a joint l'armée le 20 avril 1942, à l'âge de 17 ans, comme volontaire à Petawawa en Ontario. Il combattra en France, en Hollande et sur le front ouest en Allemagne.

Monsieur Aimé Lacroix s'est enrôlé dans l'armée en 1915 et a été affecté en qualité de soldat du 22e bataillon. Il sera envoyé en Angleterre et ensuite en France où il sera blessé à la tête en septembre 1916. Il mourra des suites de cette blessure au début de l'année 1917. Mentionnons qu'il est le premier autochtone à recevoir une médaille de l'Assemblée nationale.

Nous remercions l'Assemblée nationale pour sa précieuse collaboration ainsi que la direction du cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Nous remercions de même Maria Mourani pour son soutien financier et Jean Dorion, maître de cérémonie qui a mené la présentation de main de maître. Nos hommages à Sophie Delorme pour ses airs de clairon joués avec solennité. La réception s'est terminée au Centre funéraire Côte-des-Neiges où un buffet fut offert gracieusement par la direction du salon. Il en fut de même pour les salles mises à notre disposition.

La cérémonie du jour du Souvenir a reçu une belle couverture médiatique et les médias cette année ont mentionné que la Société Saint-Jean-Baptiste est la principale instigatrice de cet événement. La Société souscrit à cet engagement : se souvenir avec vous.

Épilogue :

Raymond Lévesque n'a pas tort, quand il chante : *Quand les hommes vivront d'amour, ce sera la paix sur la terre, les soldats seront troubadours mais nous, nous serons morts mon frère.*

Bref, ce n'est pas demain que les soldats seront troubadours ni que nous verrons la paix partout dans le monde, plus d'interventions militaires comme il y en a eu en Irak, en Afghanistan, en Lybie, plus de guerre civile au Congo, en Syrie, etc. Peu probable de voir cela de notre vivant.

Espérons quand même. Faisons un vœu, si utopique soit-il : souhaitons-nous tous qu'à compter de 2013, la guerre soit un objet « d'histoire » et non plus « d'actualité ». Et quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misère… Et que cela arrive avant que nous soyons tous morts! •••

Membres du comité du jour du Souvenir : Claude Boisvert, Agathe Boyer, Marguerite Cera Sigouin, Jules Gagné, Jean Jolicoeur, Aude de la Trémoille, Maxime Laporte, Benoit Parent.



Jean-Napoléon Maurice et Carole Poirier. (Photo : M. Breton)



Marie Gagné, fille d'Esmé Labrèque, et Carole Poirier. (Photo : M. Breton)



Marguerite Cera Sigouin, fille de Pierre Sigouin, et Carole Poirier. (Photo : M. Breton)



Donatien Vaillancourt et Nicole Léger. (Photo : M. Breton)



Suzanne Proulx et Jacques Cinq-Mars. (Photo : M. Breton)



Michel Charland, fils de Roger Charland, et Carole Poirier. (Photo : M. Breton)



Le Dr Anthony Gilbert et Bernard Drainville. (Photo : M. Breton)



Karl Dhaene, consul général de Belgique. (Photo : M. Breton)



Bernard Drainville, le lieutenant-colonel Luc Saint-Jean et son épouse, le major-général Alain Forand et Jean-François Lisée. (Photo : M. Breton)

Le mot juste... Pour l'amour du français

par Élaine Des Lauriers

La Commission Charbonneau nous a fait découvrir tout au long de l'automne les innombrables magouilles dans la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. Voici quelques termes pour vous aider à vous préparer au retour de cette saga québécoise en janvier prochain…

Expression fautive	**Bonne expression**

S'accaparer — **Accaparer**

Le verbe accaparer n'a pas de forme pronominale. Ex : Quelques entreprises **ont accaparé** tous les contrats.

Sideline — **À-côté**

Terme anglais, qui signifie petit travail secondaire. Ex : Quelques fonctionnaires de la ville de Montréal avaient un à-côté très lucratif.

Bourré de remords — **Bourrelé de remords**

Bourré signifie « rempli complètement » et bourrelé veut dire « tourmenté », torturé mentalement ». Ex : La plupart des témoins vus à la Commission Charbonneau n'étaient pas **bourrelés de remords.**

Ça regarde bien, ça regarde mal — **Ça s'annonce bien/mal**
Ça se présente bien/mal

Calque de l'anglais *To look well, to look bad.* Ex : Ça **s'annonce mal** pour certains politiciens qui auraient préféré qu'il n'y ait pas de Commission Charbonneau.

Charge — **Accusation**

Anglicisme. En anglais une charge signifie « accusation ». En français, c'est plutôt un fait ou un témoignage faisant partie de la preuve contre l'accusé. Ex : L'argent trouvé chez lui constitue une nouvelle charge ajoutée à son dossier. Certains témoins risquent de voir des **accusations** de fraude portées contre eux.

Chefferie — **Direction, leadership**

Chefferie désigne en France un territoire administratif et en Afrique le territoire d'un chef de tribu. On le remplace par direction ou même leadership qui est un emprunt de l'anglais qui est accepté. Ex : Plusieurs partis municipaux vont devoir faire un **congrès de direction** pour remplacer leur chef démissionnaire.

Source :
Camil Chouinard *1300 pièges du français parlé et écrit au Québec et au Canada,* Éditions Libre Expression, 2001.

Les timbres de la Société Saint-Jean-Baptiste



Raphaël-Lambert Closse (1618-1662)

Raphaël-Lambert Closse est originaire de Saint-Denis-de-Mogues en France et serait arrivé en Nouvelle-France en 1647. Marchand, notaire seigneurial et sergent-major, il est reconnu pour avoir mis souvent sa vie en danger pour défendre les colons contre les Iroquois. Lorsque Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve part pour un voyage en France, Raphaël-Lambert Closse est nommé gouverneur intérimaire de Ville-Marie (1655-1657).

Il fut tué, il y a de cela 350 ans, en février 1662, au cours d'une intervention pour sauver des colons attaqués par des Iroquois.

Raphaël-Lambert Closse fait partie des quatre personnages historiques qui se trouvent au pied du monument à Maisonneuve sur la Place d'Armes à Montréal et une rue de la métropole a été nommée en sa mémoire.

Sources :
Laurens, Lionel. *Les timbres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal* (1924-1997)
fr.wikipedia.org/wiki/Lambert_Closse

On peut se procurer les timbres de la Société et les albums à la réception.
Tél. : 514-843-8851

Affichage en français en Montérégie

Les mille et un manquements à l'esprit et à la lettre de la loi 101



En mai dernier, le Mouvement Montérégie français a développé un projet qui avait pour but de recenser tous les établissements de la région qui contreviennent à la loi 101 en ce qui a trait à l'affichage.

En juillet et août 2012, nous avons donc entrepris avec le soutien de plusieurs bénévoles le survol de l'affichage en Montérégie. Cette région a une superficie de plus de 11 000 kilomètres carrés et est dotée d'une population de 1 415 010 habitants.

Nous estimons avoir fait un survol d'environ 80 % du territoire dont les principaux centres de chaque Municipalité Régionale de Comté (MRC).



La base de notre analyse repose sur la règlementation de la loi 101 où il est mentionné que ne correspond pas à la loi une affiche qui est écrite dans une autre langue que le français et qui ne comporte aucun descriptif en français. En fait, lorsque la partie spécifique du nom comporte une expression tirée d'une autre langue, la présence d'un descriptif (générique) en français est obligatoire en vertu de l'article 27 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

Le texte de loi se lit comme suit : *Bien qu'une marque de commerce employée au sens de la loi fédérale sur les marques de commerce puisse être utilisée uniquement dans une autre langue que le français dans l'affichage public, sauf si une version française en a été déposée, si cette marque de commerce est utilisée comme nom d'entreprise et qu'elle est une expression tirée d'une autre langue que le français, le nom affiché doit être accompagné d'un descriptif (générique) en français.*



Nous avons identifié un total de 964 manquements à l'esprit et à la lettre de la loi 101 en Montérégie. Nous estimons qu'un survol complet devrait voir ce chiffre augmenter d'au moins 20 %.

Les chiffres se répartissent ainsi :
- Agglomération de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent *: 153*
- Agglomération de Longueuil : 455
- Montérégie-Est *: 356*

Plus de détails dans l'encadré à la page suivante.



NOS CONSTATS
- Plus un secteur se développe, plus la présence de l'anglais s'accroît.
- La majorité des contrevenants à la loi 101 se retrouve principalement chez les franchisés ou les grandes entreprises des centres commerciaux et des parcs industriels.
- Le petit commerçant semble respecter davantage la loi que les grandes chaînes franchisées ou les grandes entreprises.
- Il semble y avoir un laisser-aller et un manque de respect dans l'application de la loi.
- L'Office québécois de la langue française n'aurait pas les moyens de ses politiques pour faire respecter ladite loi.
- Le grand nombre de manquements à la loi sur l'affichage illustre l'étalement géographique de l'anglicisation sur le territoire au sud de Montréal. *À* titre d'exemple, tel que mentionné par M. Paquin dans son étude sur *La vitalité de la langue en Montérégie*, la ville de Brossard a le plus haut indice de vitalité de langue anglaise. Et l'écart absolu des indices de vitalité de l'anglais et du français y étant l'un des plus hauts, la ville de Brossard s'oriente vers une importante et rapide anglicisation.

NOS RECOMMANDATIONS

- Le gouvernement devra travailler au renforcement de la loi 101 OU élaborer une nouvelle loi 101 et voir à son application.

- Le gouvernement devra mettre en place les outils nécessaires au respect de la langue française comme langue officielle du Québec dont celui de doter l'Office québécois de langue française des moyens nécessaires à son application.

- Le gouvernement devra envoyer, en outre, des messages clairs quant à sa volonté de voir respecter la loi en ce qui a trait à la langue de l'affichage, à la langue de travail, à l'éducation, à l'immigration et à la langue de communication du gouvernement avec la population.

EN GUISE DE CONCLUSION

Nous tenons à remercier la section Pierre-Lemoyne-d'Iberville de la SSJB de Montréal et la députée de la circonscription de Montarville, madame Monique Richard, pour leur soutien financier. Nous tenons à souligner l'apport inestimable de toutes les personnes qui, à titre de bénévoles, ont gracieusement accepté de collaborer à cette recherche. Nous tenons à les remercier pour le temps qu'elles ont consacré à la cause de la défense de la langue ainsi que pour leur participation financière.

Luce Cloutier
Présidente, Mouvement Montérégie français (MMGIEF)

Nouveau regard sur Louis Riel

Vigile Louis-Riel 2012


Gilles Rhéaume (Photo : C. Jasmin)

Le 16 novembre dernier, la section Louis-Riel tenait sa vigile 2012 sous le thème *Honorer Louis Riel en luttant pour le français aujourd'hui.*

Une trentaine de personnes, membres et non-membres de la section, ont participé aux deux événements, soit la vigile en plein air en après-midi, angle Langelier et place Louis-Riel, et la vigile intérieure en soirée, dans les locaux de la coopérative funéraire de l'Île de Montréal. Mais pourquoi faire le lien entre Riel et la lutte pour le français en 2012 ?

Certaines années, nous avons mis l'accent sur le côté métis de Riel ; à d'autres occasions sur son esprit révolutionnaire ou encore sur les répercussions politiques de ses actions. Cet homme aux multiples facettes et aux multiples talents mérite qu'on revoie son apport sous un nouvel angle.

Comme Statistique Canada vient de rendre public les chiffres du recensement de 2011 indiquant encore un repli ou une stagnation du français au Canada, nous avons décidé de mettre l'accent sur l'importance de la défense du français pour Riel, aussi bien en 1870, lors de fondation du Manitoba, qu'en 1885. M. Gilles Rhéaume, historien, philosophe et tribun était notre orateur invité. Il a su faire connaître cet aspect de la vie de Riel. Il a fait des liens très intéressants entre les combats du curé Labelle et de Louis Riel, ces deux géants de notre histoire collective qui sont liés par le fait d'établir les nôtres dans les terres de l'Ouest et du Nord plutôt que de les voir s'exiler aux États-Unis.

Cette lutte doit nous inspirer au Québec en vue de défendre notre langue, qui en a bien besoin. À cet effet, chaque citoyen québécois doit se sentir interpellé et agir au quotidien pour que le français soit respecté, comme Louis Riel s'est senti interpellé par les difficultés linguistiques et sociales des Métis.

Langue, poésie et spiritualité étant liées, nous avons choisi aussi de présenter des poèmes et des prières de Riel afin de mieux connaître la spiritualité de ce grand Métis. Lors de la Vigile 2012, Daniel Gingras et moi-même avons lu des poèmes de Louis Riel. Nous vous présentons ici un poème particulièrement émouvant. Exilé, loin de son Manitoba qu'il aime tant, Louis Riel conserve toujours dans l'âme une tristesse, comme il l'écrit si bien. On ne peut que trouver admirables ces vers d'une personne qui n'était pas poète de profession, mais qui a écrit souvent, à la fois des poésies de résistance et de douces ballades pour ses amis, malgré les vicissitudes de sa vie personnelle. Pour nous qui combattons pour le français et l'indépendance, lire Riel qui écrit: *L'amour de la patrie m'attendrit dans l'exil* ne peut que nous confirmer que la mémoire de Riel doit continuer à être honorée.

Jacques Binette
Président, section Louis-Riel

Quand on est loin de son pays...
(1875)

Quand on est loin de son pays
On a beau compter des amis
Ils ont beau déployer la plus large tendresse
On conserve toujours, dans l'âme, une tristesse.

Amis. Pardonnez-moi si vos sensibles cœurs
Sont affligés de voir que je verse des pleurs.
À chaque instant du jour mon âme soupirante
transporte ses pensées vers la place attirante
Du lieu qui m'a vu naître. Et là je vois malgré
Le sort qui m'en tient séparé;
Je parcours en esprit la maison paternelle.
Dans mon ravissement, mes yeux rencontrent celle
Qui m'a donné le jour...

Ah ! Béni soit le Dieu qui nous fait tant chérir
L'endroit qui nous voit naître et qui donne des charmes
Si grands à la Patrie, où je voudrais mourir.
Coulez, coulez mes douces larmes
C'est par l'amour, c'est pas l'ennui
Que vous vous amassez dans mon sein aujourd'hui.
L'amour, ce sentiment si juste,
Qui réduit sous ses lois le cœur le plus robuste.
L'amour de la patrie m'attendrit dans l'exil.

Pardon pour l'exilé, pour celui qui s'ennuye
Ah ! Si vous connaissiez ce qui manque à sa vie.
Ah ! Dites-le. Que lui manque-t-il ?
Le sol natal, l'air qu'on respire
Si pur, dans les doux environs
Où le souffle naissant de nos tendres poumons
S exhala vers le ciel qui venait de lui dire :
« Je t'ai fait naître ici. »

Nous avons un urgent besoin de jeunes à la Société-Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la section Louis-Riel tente d'ouvrir les portes à la jeunesse québécoise. Nous vous présentons l'opinion d'un nouveau membre de notre section en espérant que cela incitera jeunes et moins jeunes à s'engager avec nous.
Jacques Binette

Comment je vois la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Tout d'abord, laissez-moi commencer à ma façon : il est inutile de servir une organisation si celle-ci n'a pas à cœur nos idées ou nos idéologies, car si on croit pouvoir mettre du nôtre dans une organisation sans soi-même détenir au moins une idée rassembleuse pour le peuple et absolue pour tous et toutes, cela sera un pas dans la mauvaise direction au lieu d'en être un pour une cause juste et honorable.

En étant au sein de la société Saint-Jean Baptiste de Montréal, j'ai l'impression qu'on y démontre notre intérêt ouvertement pour le service à la nation québécoise et ce depuis le fondement de la SSJBM, c'est-à-dire depuis 1834. Rappelons-nous le pourquoi du fait français en Amérique du Nord en connaissant véritablement notre histoire qui n'a jamais été bien racontée.

En militant pour une organisation qui prône le Québec français, l'histoire nationale et le pays pour 8 millions de Québécois, c'est le plus bel espoir pour toute une nation, et ce, peu importe l'origine de chaque individu. Je crois qu'est venu le temps de se décider maintenant plutôt que d'attendre le messie et de se souvenir du malheureux passé des Canadiens-français. Est aussi venu le temps de réaliser matériellement l'avenir du Québec d'aujourd'hui et de demain en en parlant ouvertement sur les réseaux sociaux et en organisant dans des lieux publics l'illustration de ce que nous sommes pour le Québec.

C'est dans un pays national québécois ouvert sur le monde et non plus renfermé dans ce Canada méprisant que nous aurons notre pleine reconnaissance en prônant l'indépendance comme premier intérêt du peuple. Soyons libres à l'intérieur de nous tous et socialement sur tous les plans de la société québécoise.

En militant à la Société Saint-Jean Baptiste, j'ai le sentiment que ma génération pourra se donner un pays où l'on pourra parler notre langue, le français. Je crois qu'on sera en mesure d'influencer le pouvoir politique pour, non seulement l'intérêt national de défendre notre langue, mais aussi notre culture et transformer le Québec à tout jamais. On doit militer pour la SSJBM puisque toute l'Île de Montréal s'anglicise. Il faut désormais faire respecter l'intérêt de la langue et de notre histoire pour que notre pays soit ouvert à tous et à toutes dans le respect d'autrui.

Charles Chauvette
Le 27 octobre 2012

NOUS NOUS SOUVIENDRONS...

Aimé St-Louis
1927-2012



En novembre dernier, M. Aimé St-Louis nous a quittés. Outre son épouse Denise Breault, il a laissé dans le deuil ses six enfants, onze petits-enfants et quatre arrière-petits-enfants en plus de ses parents et amis. Toutes nos sincères condoléances à la famille et aux proches de Monsieur Aimé St-Louis.

Gilles Bédard
1943-2012



Militant indéfectible de la cause indépendantiste, Gilles Bédard nous a quittés à l'âge de 69 ans. Il était membre de la section Ludger-Duvernay de la SSJB et 1er vice-président du Rassemblement pour un pays souverain (RPS). Parmi ses activités militantes, on retiendra notamment toutes les vidéos qu'il a réalisées et que l'on retrouve sur Tag Télé. Apprécié de tous ceux qui l'ont connu, il nous manquera à coup sûr. La SSJB offre ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. Que ce fier patriote repose en paix !

Les mille et un manquements à l'esprit et à la lettre de la loi 101 en ce qui a trait à l'affichage en Montérégie

Agglomération de la vallée du Haut-Saint-Laurent	
Salaberry de Valleyfield (et Huntingdon)	32
Châteauguay-Vaudreuil-Dorion	121
	Total : 153
Agglomération de Longueuil	
Longueuil Ouest	46
Longueuil Est	81
Saint-Hubert	19
Saint-Lambert	24
Saint-Bruno	85
Brossard	200
	Total : 455

Montérégie Est	
Otterburn Park/Beloeil/Mont-Saint-Hilaire/ Sainte-Julie/Mac Masterville	54
Montérégie Est	58
Granby	72
Saint-Hyacinthe	75
Varennes/Sorel	32
Chambly/Saint-Jean/Napierville	75
	Total : 356
	TOTAL GÉNÉRAL : 964

Note: Plus estimation de 20 % de la partie non vérifiée (environ 180) pour un total de près de **1144 plaintes**

JOYEUSES FÊTES et BONNE ANNÉE 2013

L'équipe du Patriote souhaite de très belles Fêtes, une bonne année 2013, et la santé à tous ses lecteurs et aux membres de leur famille.

Nous vous invitons à vous joindre à nous en 2013, en participant aux activités et aux manifestations organisées par la SSJB, le MQF et leurs partenaires.

Soyons nombreux à montrer sans équivoque le Québec que nous voulons : un Québec indépendant, progressiste et français !



Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

*Pourquoi choisir l'assurance vie collective **Entraide** ?*

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide** parce que :

- C'est utile, au décès la prestation peut être versée rapidement.
- C'est facile, l'adhésion au produit est simple.
- C'est économique, le coût de l'assurance est minime.

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide** pour vous offrir aujourd'hui la protection souhaitée pour vous et les vôtres.

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide**, une aide précieuse dans les moments difficiles.

Pour nous joindre : 514-849-2233

Entraide
assurance vie

Le meilleur choix pour vous et les vôtres !

Pour vos réunions, assemblées et réceptions,

de 10 comme de 200 personnes, la Maison Ludger-Duvernay offre trois somptueux salons, à des prix très abordables.

Laissez-vous charmer par le cachet historique de cet édifice victorien, construit en 1874.
Pour plus de renseignements, communiquez au 514-843-8851 ou consultez le site de la SSJB à ssjb.com.

Ou encore, contactez-nous par courriel à info@ssjb.com

COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

La mort est une expérience **humaine**

9480, rue Notre-Dame Est | 514 303 4888
coopfunerairemontreal.com

Un don ou un legs testamentaire

La Société Saint-Jean-Bapsiste de Montréal remercie ceux qui, par leur don ou par leur legs testamentaire, nous aident à poursuivre encore mieux notre combat.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à madame Monique Paquette au 514-843-8851

Le Patriote

Journal trimestriel édité par la
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3
Tél. : 514-843-8851
Téléc. : 514-844-6369

Vous avez des commentaires ?
Communiquez avec nous à
journal@ssjb.com
Dépôt légal : 4e trimestre 2012.
Bibliothèque et archives nationales du Québec.

Reproduction autorisée avec mention de la source

Directrice et rédactrice en chef
Élaine Des Lauriers

Mise en page
Pierre Dagesse

Ont collaboré à ce numéro
Mario Beaulieu, Jacques Binette, Agathe Boyer, Claude G. Charron, Charles Chauvette, Luce Cloutier, Jean-Pierre Durand, Christian Gagnon, Gilles Laporte, Monique Paquette, Pierre Vennat

Photographies et illustrations
Mathieu Breton, Pierre Dagesse, Christian Gagnon, Lluis Gene, Christiane Jasmin, Philippe Perreault, Y. Provencher

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

❑ **Membre ordinaire**	**10 $**
❑ **Membre étudiant**	**5 $**
❑ **Membre adhérent (Service d'entraide)**	**2 $**
❑ **Membre à vie**	**200 $**
❑ **Membre à vie (60 ans et plus)**	**75 $**
❑ **Don à votre discrétion** _____	**$**
TOTAL _____	**$**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Téléphone _____ Date de naissance _____

Courriel _____ Profession _____

Signature _____

Retourner avec votre paiement à :
SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3